

**IRL**

INFORMATIONS ET REFLEXIONS LIBERTAIRES

n°87 printemps 91 20f.

**PORT  
DU CASQUE  
OBLIGATOIRE**

**Nous revoilà!** En même temps que les premières floraisons, ce qui, pour un numéro qui aurait dû être d'hiver, est un peu tard.

Mais c'est qu'il s'est passé beaucoup de choses depuis le précédent numéro...

D'abord, en même temps que le groupe FA avec qui nous le partageons, nous avons du quitter le local de la rue Pierre Blanc. La rue Pierre Blanc, haut lieu de l'anarchisme lyonnais depuis les années 70, c'est fini! Toute une époque qui disparaît. Versons une larme (lire l'article de Daniel). Il nous a donc fallu trouver un nouveau local, l'aménager... Notez donc notre nouvelle adresse postale. Notre numéro de téléphone n'a pas changé et vous pouvez toujours nous joindre, à l'heure de la réunion, en principe le jeudi soir. Vous pouvez aussi nous laisser un message sur minitel: 36-16 code ASSOS.

Bon, un malheur ne vient jamais seul. A peine étions nous installés dans notre nouveau local que notre composphère est tombée en panne. Décidément, l'hiver ne lui est pas favorable, puisque déjà l'an dernier... Mais cette fois c'était sérieux, définitif même... Alors, il a fallu se résoudre à faire l'acquisition d'un ordinateur. Merci à tous ceux qui nous ont aidé financièrement... L'ordinateur est là, flambant neuf et performant, mais nous ne sommes pas encore habitués à lui et à toutes ses subtilités, on le remarquera à la lecture de ce numéro. Ça ira mieux la prochaine fois...

Enfin, on le sait sans doute, il y a eu la guerre. Nous nous sommes trouvés naturellement à essayer de résister à l'hystérie et à la connerie ambiante en particulier avec les copains lyonnais du Comité Libertaire permanent contre la guerre. On trouvera, à l'intérieur de ce numéro *Résistances*, l'expression de ce comité, plus deux articles, l'un destiné à un premier numéro de ce journal qui n'est pas paru par suite de difficultés techniques, l'autre rédigé trop tard pour être inséré dans cette parution. Alors qu'une prétendue paix prétend imposer un ordre basé sur le maintien et le renforcement des injustices, il est plus que jamais nécessaire de lutter contre cet "ordre". Comment? C'est à cette réflexion, à laquelle l'article de Tomas Ibanez est une invite parmi d'autres, que nous voulons participer.

Voilà. IRL n'est pas mort, et nous tenterons de faire en sorte qu'il paraisse maintenant plus régulièrement. Merci à tous ceux qui nous ont aidé financièrement, à ceux qui nous ont écrit, qui nous ont envoyé des articles; que les auteurs de ceux qui ne paraîtront pas dans ce numéro nous excusent. Nous avons voulu ne plus trop tarder à paraître, et nous manquions de place. Nous leur écrirons, si ce n'est déjà fait.

**ATTENTION !!!**  
**NOUVELLE ADRESSE**  
**IRL BP 1186**  
**69202 LYON CEDEX 01**



Dans ce numéro, vous pourrez lire:

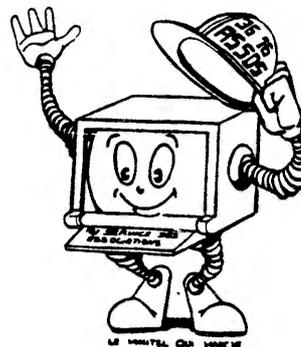
- Cette paix n'est pas la nôtre,
- Le retour de l'Utopie,
- La classe politique,
- Débat sur l'Allemagne,
- Adieu à la Révolution et... vive le grand Chambardement,
- La Révolution et les conditions actuelles,
- La dégringolade bulgare,
- Anti-spécisme

Et, en supplément, un numéro de *Résistances*, du Comité Libertaire Permanent contre la Guerre.

IRL est publié par l'ATELIER DE  
CREATION LIBERTAIRE

I.R.L. Informations et Réflexions  
Libertaires / Directeur de publica-  
tion: Alain Thévenet / Commission  
paritaire: 55270 / ISSN: 0398-  
5725 / Imprimé par Bosc Frères /  
Dépôt légal à parution /  
tél. 78 29 28 26 / Réunions de  
rédaction tous les jeudi à 20h30/  
Abonnements: 5 numéros (1 an):  
90 F - 10 numéros (2 ans): 170F  
ajouter 10 francs pour l'étranger.

**TAPEZ**  
**3616 ASSOS**



0,98 F la minute  
même tarif que 3815  
C.I.C.A. B.P.1108  
69202 LYON CEDEX 01

## N'EST PAS LA NOTRE

**P**as plus que la guerre qui l'a précédée et qui fût déclenchée, ceci est maintenant clair, pour la défense et l'affirmation des intérêts économiques et de l'hégémonie politique du capitalisme occidental, la paix qui a été imposée ne saurait nous remplir de joie.

Dans un cas comme dans l'autre, les intérêts sont les mêmes, ainsi que les idéologies mises en avant. D'un côté, la défense de la démocratie et des droits de l'homme sert toujours de façade au maintien d'un ordre injuste, basé sur la domination et l'exploitation, de l'autre, la défense des peuples opprimés n'est qu'une marchandise que dictateurs et exploités achètent et utilisent.

La guerre du golfe a servi d'exposition et de démonstration aux techniques d'armement modernes; les industries militaires américaines ont fait un bond en avant, ce qui permet de colmater la crise économique que connaissait les USA; les états du Tiers-Monde, déjà affamés, vont dépenser les quelques sous prêtés avec l'intérêt que l'on sait, par le FMI, à acheter de luxueux jouets guerriers, qui aideront à maintenir au pouvoir les dictateurs locaux qui pourront ainsi continuer à faire se massacrer les populations locales, pour le plus grand profit des industriels occidentaux. "Nous", en France, avons pris conscience de notre retard en la matière et nous serons prêts à fournir un effort conséquent pour mériter le droit de figurer dans le peloton des nations civilisées.

Quelques cent mille cadavres irakiens pourrissent tranquillement, auxquels Saddam Hussein ajoute plusieurs milliers d'opposants qualifiés, par commodité, et par souci de simplification, de Kurdes et Chiites. Ce ne sont pas eux qui troubleront l'ordre mondial, pour peu que Saddam Hussein fasse la preuve qu'il est décidé à ne plus menacer celui-ci. Kowetis et Saoudiens continuent à subir

une dictature féodale. En laissant faire une répression tout aussi cruelle que celles qui l'ont précédées, les US et les alliés occidentaux prouvent qu'ils préfèrent une dictature soumise à leur ordre à des tentatives démocratiques qui risqueraient de menacer leurs intérêts. Palestiniens et Israéliens pauvres continuent de s'entre-tuer, dressés les uns contre les autres par les puissances qui vivent de leur discorde. Et on meurt toujours autant dans les ghettos portoricains des villes américaines et dans les pays du Tiers-Monde.

Alors, qu'on ne nous somme pas de nous réjouir d'une paix qui n'est désignée comme telle que parce qu'elle a épargné nos intérêts immédiats et quelques vies de soldats français, des vies qui valent apparemment plus que celles des civils irakiens, fussent-ils des opposants. Plus aussi, sans doute que la vie des quelque quarante mille enfants qui meurent chaque jour dans le monde de famine.

C'est cela qu'on appelle la paix? Qui ne voit que cet ordre porte en germe les massacres futurs, et dans un délai bien plus proche, et dans des proportions bien plus catastrophiques que ce qu'on veut nous faire croire?

De la même manière que nous avons tenté de faire la guerre à la guerre, nous ferons la guerre à cette paix qui, fondée sur l'injustice, l'oppression collective des peuples et l'oppression différenciée de chaque individu dans sa vie, dans ses aspirations, méprise chaque vie, sur toute la planète.

Ce qu'on nous désigne comme paix n'est que la continuation des guerres passées et la préparation des guerres à venir. Elle s'inscrit ouvertement dans une "logique de guerre", comme on disait il y a peu. Qu'on ne compte donc pas sur notre tolérance à l'égard de cette logique!

Alain

ait démontré à l'évidence qu'il n'était qu'un projet volontariste et utopique de taille monumentale. (...)

Slobodan DRAKULIC

*Ces considérations sont extraites d'un long article en serbo-croate destiné à une revue de sociologie de Zagreb et rédigé en juillet 1990.*

<sup>1</sup> Isaac Deutscher : *The Bolshevik Revolution Russia 1917-1967* (éditions 1976, Oxford, page 31).

<sup>2</sup> Proudhon: *Idée générale de la Révolution au XIXème siècle* cité selon *The Essential Works of Anarchism*, éditions de Marshall S. Shatz (New York, 1971, page 87).

<sup>3</sup> idem, page 89.

<sup>4</sup> Cela ne s'applique pas à sa première période révolutionnaire et démocrate de 1848, alors qu'il n'est qu'un radical néo-jacobin parmi d'autres, jusqu'à sa fuite de Sibérie et son retour en Europe (note de S.d.).

<sup>5</sup> Bakounine: *Etatisme et Anarchie* éditions Champs Libre, page 347.

<sup>6</sup> Kropotkine *La Conquête du Pain* éditions du Monde Libertaire.

<sup>7</sup> idem page 36.

# LA CLASSE POLITIQUE

**J**e crois que la lutte contre le pouvoir de l'Etat ne peut pas être orientée toujours de la même façon, et quand on a dit "l'Etat", on a tout dit, mais cela ne signifie pas grand chose. Un état peut être très "libéral" au sommet, en restant parfaitement dictatorial grâce à ses administrations : nous y reviendrons. Aujourd'hui, je voudrais montrer que l'existence d'une "classe politique" est un vice rendant impossible n'importe quelle forme de démocratie et c'est un de nos fléaux actuels.

Disons simplement que la classe politique apparaît lorsque l'activité politique cesse d'être un service gratuit et devient un **métier**, avec **avancements** possibles et permettant de gagner sa vie. Lorsqu'un homme abandonne sa profession pour être "élu", que ce soit maire d'une grande ville, conseiller général, député... il passe tout son temps à ce travail de politique et de gestion, il doit quitter son métier premier (il ferme son cabinet d'avocat ou de médecin, etc etc...) et, à partir de ce moment, il ne peut plus revenir en arrière: comment ferait un médecin qui, ayant été battu, reviendrait 5 ou 10 ans après pour reprendre son cabinet ? Dès lors, il **faut** qu'il puisse, dans toutes les hypothèses, trouver sa place dans la classe politique ! Battu aux élections après un ou deux mandats ? Mais pendant sa période de pouvoir, il s'est fait des amis, il a rendu des services, il a créé des solidarités, tout cela va jouer pour lui permettre de retrouver un autre poste politique, avant d'être, la prochaine fois, réélu. Et il est remarquable de constater que **tous** les hommes politiques sont solidaires entre eux, même quand ils sont dans des partis opposés. Je l'ai constaté à la Libération, où des hommes politiques de gauche intervenaient (secrètement !) pour sauver tel ou tel pétainistes ! Et les certificats de résistance de complaisance, j'en ai connu <sup>1</sup>. Par ailleurs, il est évident que le traitement versé à un député, à un maire, n'est pas suffisant (à ses yeux) pour le faire vivre ! Il profitera donc de ses pouvoirs pour gagner de larges suppléments, pas toujours de façon malhonnête ! L'histoire des fausses factures est maintenant un peu trop connue. Mais je pourrais raconter l'histoire d'un maire achetant pour rien, aux environs, des centaines d'hectares, absolument sans valeur, et attendant 10, 15 ans avant de lancer à cet endroit un vaste plan d'aménagement, d'urbanisme, de parc de loisirs, etc... Il a gagné deux

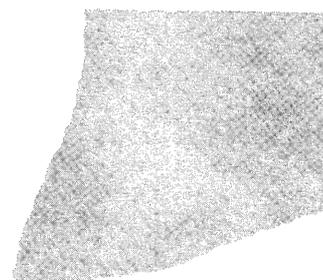
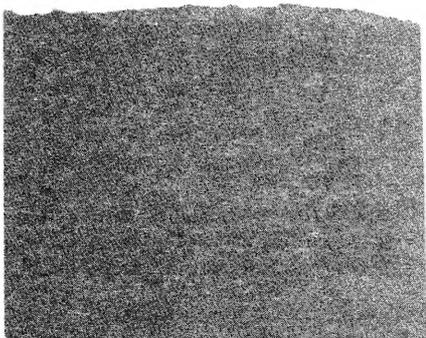
milliards lourds là-dessus, de façon parfaitement régulière !

Si la fonction politique était un service, elle devrait être absolument **bénévole**. Utopie ? Absurdité ? Certes pas, je regarde autour de moi combien d'associations qui exigent beaucoup de travail et qui marchent uniquement avec des bénévoles, consacrant 3-4 heures par jour, après leur temps de travail. Et je rappellerai le temps où les syndicats ont été de vrais syndicats ouvriers: quand aux environs de 1900, ils fonctionnaient uniquement par le dévouement de militants, travaillant 10-12 heures par jour et trouvant la force d'ajouter 2 heures chaque soir pour faire vivre le syndicat, puis la Bourse du travail. Le syndicalisme ouvrier a été perdu à partir du moment où il y a eu des permanents <sup>2</sup>. Il en est exactement de même pour la Démocratie. Aucun gouvernement du peuple par le peuple n'est imaginable tant que la classe politique fonctionne: c'est là le premier ennemi à abattre.

Jacques ELLUL

<sup>1</sup> Amusant: quand un des membres de la classe politique ne "joue plus le jeu" et, par exemple, dévoile une crapulerie d'un adversaire politique, aussitôt ça provoque une multiplication de "révélations", voir l'affaire des fausses factures ou des clubs de foot !

<sup>2</sup> Et c'est pareil avec les Ecolos: tant qu'ils ont été une force critique, par exemple dans les réunions électorales, ils ont fait du bon travail; quand ils ont cru faire gagner l'Ecologie en ayant des députés ou des ministres, l'Ecologie a été perdue. Et ça je le répète toujours: en 1900, les socialistes déclaraient (affaire Millerand) que participer aux élections était inacceptable parce que c'étaient entrer dans le jeu bourgeois. Et il n'y a pas eu de pires ennemis des syndicats que les anciens socialistes devenus députés et ministres, comme Briand et Clémenceau !



# LE RETOUR DE L'UTOPIE

La disparition du socialisme réel signifie la fin de la période historique où deux blocs socio-économiques opposés prétendaient posséder une supériorité historique et culturelle dans le monde. Après soixante-dix ans de tension et de maintien dans la pratique et l'idéologie de la contradiction, d'après laquelle des époques historiques considérées comme successives se déroulaient simultanément, le socialisme réel s'autodétruit par le passage au pluralisme politique, à l'économie de marché et l'entreprise privée, autrement dit au capitalisme.

Dans les années 20, l'Union soviétique marxiste-léniniste commença la course au développement afin que la "première nation socialiste" arrive à rattraper et surpasser le capitalisme. L'application de cette hypothèse fait passer le socialisme du cadre interne à une vision internationale, à la négation géographique du capitalisme. Et simultanément, le socialisme se nie comme utopie et se matérialise, ce faisant il perd sa puissance de stimulant en tant que démarche historique et théorique et appréhension théorique globale.

Ce qui demeure de cette idéologie en tant que dimension presque unique du socialisme réel, c'est sa confiance en soi. Le défi constant vis-à-vis du capitalisme implique la production d'idéologie et de politique à partir d'une prise de position originale et en adoptant les mesures responsables qui en découlent. Tel est l'ordre du jour et la tâche de l'Etat et de la société du socialisme réel. C'est ainsi que l'URSS se situe sur un plan de "citadelle assiégée", selon la définition d'Isaac Deutscher et, en pareilles circonstances, bien entendu, "on ne gouverne presque jamais sur une base démocratique"<sup>1</sup>.

Cependant, il est erroné d'affirmer que le socialisme réel est exclusivement le responsable du bolchevisme comme il semble désormais acquis aujourd'hui de le dire rituellement. Plus ou moins consciemment et intentionnellement, le rejet de la pensée historique et utopique remonte presque aux origines du socialisme. Attribuer la responsabilité de ce processus de rejet à Marx et Engels laisse de côté un certain nombre de représentants notoires du socialisme. Le "socialisme scientifique" de Marx et Engels est une des tentatives définitives de transformer le socialisme de mouvement

à l'origine utopique et égalitariste en un projet historique concret et rationnel.

Proudhon n'a pas suivi une voie essentiellement différente et ne s'est pas écarté de l'économie politique. Et même, selon lui, "l'effort de la révolution doit en pratique jaillir du champ de l'économie politique"<sup>2</sup>, d'où "le système de contrat qui remplace le système de la loi" qui "constitue l'instinct de pouvoir de l'individu et du citoyen, l'instinct de souveraineté du peuple, la république"<sup>3</sup>. En 1851, lorsque Proudhon publie son "Idée générale de la Révolution au XIXème siècle", Marx ne peut naturellement plus accepter le refus évident de l'Etat dans le processus révolutionnaire, que lui-même a souligné comme primordial dans le "Manifeste communiste". Néanmoins, cela ne remet pas en cause ma position sur l'importance globale du poids de la base scientifique du socialisme même en dehors du cercle de Marx, Engels et de leurs partisans.

Bakounine, de ce point de vue, demeure l'exception<sup>4</sup> la plus significative. Et cela grâce à sa recherche d'un fondement spontané et anthropologique à la praxis utopique du socialisme, précisément sur le terrain où Marx a commencé à abandonner ses vues du "Manifeste Communiste". Selon Bakounine, c'est le "socialiste savant" et le "socialisme scientifique", en tant que concepts, qui "prouvent par eux-mêmes que le pseudo-Etat populaire ne sera rien d'autre que le gouvernement despotique des masses prolétaires par une nouvelle et très restreinte aristocratie de vrais ou prétendus savants"<sup>5</sup>. Le processus global de rationalisation instrumentale du socialisme, à l'époque où Bakounine rédige les phrases citées, était alors imprévisible, mais cependant la critique bakouninienne demeure aussi précise et exacte, tout en étant irrémédiablement écartée.

La tentative de Kropotkine de synthèse entre la science et l'utopie au moyen de l'anarcho-communisme ne trouva pas non plus un écho ample et durable. En effet, elle arriva à un moment de politique bourgeoise réactionnaire, après le choc de la Commune de Paris. A vrai dire, cette synthèse est en suspens, vue que, hier comme aujourd'hui, il est difficile de voir qu'à partir du postulat qu'"à chaque phase économique répond sa phase politique"<sup>6</sup>, il en découle que c'est à la fin du XIXème siècle - ou aujourd'hui - qu'apparaîtra l'ordre

économico-politique "anarcho-communiste" "synthèse des deux buts poursuivis par l'humanité à travers les âges: la liberté économique et la liberté politique"<sup>7</sup>. S'il en était ainsi, alors le capitalisme serait une sorte d'accident durant un siècle et non une époque sociale complète.

La majorité des socialistes des XIXème et XXème siècles ont, de ce point de vue, surévalué la portée de leur refus du capitalisme en tant que limitation de leur potentiel révolutionnaire. En conséquence, les premiers socialistes annonçaient - et prétendaient - voir la fin de l'époque capitaliste dès 1848, quelques 59 ans après la Révolution française. On attribuait ainsi à toute une époque sociale un peu moins d'un siècle, au plus deux ou trois générations. Le capitalisme était prématurément condamné à mort, pratiquement écarté, non seulement comme moyen de contre-révolution, mais encore à cause du développement rapide du potentiel de transformation sociale qui était virtuellement encore intact.

Lorsque les démocrates révolutionnaires et les socialistes tentent, en 1848, d'abrèger la vie du capitalisme, leur action se fondait sur la croyance en la possibilité d'accélérer l'histoire (après l'avoir transformée en termes chronologiques, ce qui est évidemment absurde), surtout en faisant avancer le développement socio-économique, autrement dit, en utilisant des moyens politiques. Nous trouvons là une série d'éléments que, beaucoup plus tard, le socialisme réel combinera dans un ensemble socio-économique, puis un corpus pseudo-historique simultanément et successivement en concurrence avec le capitalisme.

Ainsi, bien avant les bolcheviks, dans les idées et dans les faits, la puissance d'un mouvement parallèle se heurte aux aléas historiques. Ainsi cette idée et cette praxis se présentent comme contradictoires et non pratiques dans l'application.

La complexité du socialisme réel vient de la tension déjà vue de la pensée socialiste et de la fausseté de sa praxis politique. Le socialisme réel est demeuré jusqu'à la fin un dérivé pragmatique d'une pensée déformée (hypostasie) de l'histoire, non historique, mais avec une pratique révolutionnaire. Il est extrêmement ironique que la faillite du socialisme anti-utopique et scientifique

Depuis la chute du mur de Berlin et la mise en marche du processus d'unité allemande, un vaste débat occupe les pages de la presse anarchiste en Allemagne. Nous avons sélectionné ici des extraits (numéros de 1990) de la revue trimestrielle *Schwarzer Faden* et du mensuel anarcho-syndicaliste *Direkte Aktion*.

**Vous avez passé la tête par un trou du mur, mais qu'y a-t-il à voir dans la cellule d'à côté?**

...Elle arrive donc, cette réunification, et c'est à peine si on nous demande notre avis. L'OTAN – dont nous voulions sortir depuis longtemps – aurait plus de chances de dire son mot. Dans les hautes sphères de la politique, les «journées historiques» fourmillent, et c'est sur ce terrain que se déroule la discussion, même parmi les gens de gauche et les anarchistes, incapables pourtant de mettre fin au processus et jamais consultés sur leurs idées.

D'autre part des intellectuels de gauche, refusant d'abandonner la «question nationale» à la droite, croient que l'heure est venue pour eux de faire bouger quelque chose dans la gauche anti-nationaliste. Ils veulent profiter de la pression des événements pour faire admettre une nouvelle notion du patriotisme et du nationalisme qui, ajoutée aux problèmes sociaux, pourrait servir de courroie de transmission à toute politique future. S'ils ne veulent pas finir dans les poubelles de l'histoire, les libertaires ne devraient pas se laisser éblouir par ces manœuvres. A part le fait que notre position à ce sujet est prise depuis des années, on ne voit guère quel profit la gauche pourrait tirer de la question nationale sans que la droite n'en fasse son beurre; car c'est tout juste ce qu'on essayé de faire les partis socialiste et communiste dans les années trente, au prix de leurs propres convictions internationalistes, avec pour résultat un si grand ébranlement de leur propre base que, par endroits, des groupes entiers de gardes rouges passèrent dans les rangs de SA.

On conseille à la gauche libertaire «de ne pas se laisser empiéter dans des combats perdus d'avance pour le maintien des deux Etats imaginaires RDA et RFA créés contre la volonté populaire, et d'exploiter les chances d'une confédération». Ce genre d'argumentation anarchiste rappelle les «frontières artificielles» de M. Kohl. Elles ont en commun de dissimuler les causes historiques de ces deux Etats allemands et de leurs «frontières artificielles». (Quelles frontières seraient «naturelles»? Pour Gustav Landauer, il n'y a que les bords de mer, toutes les autres ayant été établies arbitrairement et, surtout, imposées par la force.)

Le national-socialisme allemand, les agressions allemandes, les déclarations de guerre et l'impérialisme allemand, le génocide allemand dans les camps de concentration, tout cela formera toujours d'excellentes bases pour une politique et pour une opinion de gauche anti-nationale, anti-allemande et anti-patriotique, aussi bien dans un cadre allemand que dans une confédération ou sur le plan européen. La gauche (marxiste et anarchiste) ne tire pas ces idées d'un quelconque désaveu masochiste de sa propre identité; elle est plutôt convaincue qu'elle n'a besoin d'être soutenue par aucun artifice national. Sa conviction, elle ne la puise pas seulement dans le passé, mais elle sait fort bien que l'impérialisme économique actuel est capable de compenser et de récompenser les vieux désirs de puissance.

Quelle est en fin de compte la valeur que peut représenter le nationalisme? Où est l'anarchiste qui aurait besoin d'une «identité nationale» pour se reconnaître?

*Quittons ce terrain*

Ce genre de discussion me semble le résultat de questions mal posées. Compte tenu de la situation tendue dont nous sommes les spectateurs, les discussions anarchistes ne peuvent pas se dérouler sur ce terrain. Nous devons bien plutôt nous demander quelles seront les conséquences sociales d'une union monétaire, d'une réunification; nous devons reconnaître les points de rupture possible et utiliser les contradictions; approuver et soutenir toutes les mesures de décentralisation dans une RDA totalement étatisée – en ayant pour arrière-pensée d'utiliser les résultats obtenus contre l'Etat en RFA. Ce qui pèse sur l'estomac de bien des citoyens de RDA, même dans les milieux conservateurs, c'est le souvenir terrifiant du fantôme stalinien et étatique. Ce souvenir se retrouve dans les débats sur la forme que pourrait revêtir un futur Etat en RDA, et il doit être mis à profit pour obliger le futur Etat réunifié à accepter une démocratie décentralisée et plus proche de la base.

Ça ne fait pas un pli, nous sommes contre une réunification. Et en cas de scrutin populaire, nous aurions sans doute la satisfaction d'améliorer à peine les résultats du boycott du recensement, puisque le scrutin n'est pas obligatoire et qu'il sert seulement à légitimer la future politique de domination. Mais à part cette satisfaction personnelle – et là, les nationalistes de toutes nuances ont raison – rien ne s'écroulerait, l'histoire continuerait de passer sur nous; et si, petite minorité, nous devons affronter un consensus national, nous serions débordés. Nous le ferions, bien sûr, au cas où on nous consulterait; mais ce n'est pas le but d'une intervention libertaire. Si quelque chose doit être sauvé du mouvement démocratique de base qui existait en RDA, et d'où la SPD aurait tant voulu faire partir une «révolution tranquille», alors nous devrions nous approprier les éléments qui «démocratisent» réellement cette société prétendument démocratique. Si on peut exiger que s'organisent dans les municipalités des tables rondes sur les problèmes du logement, de l'environnement, etc., alors la gauche devrait tout mettre en œuvre pour saisir l'occasion et y participer, étant donné surtout les conditions catastrophiques du logement en RFA. A voir la situation désolante de la gauche, est-ce là trop souhaiter? On pourrait le craindre.

Quand l'époque est en plein bouleversement, une participation sensée à la politique signifie étendre les droits à l'autogestion dans les communes et organiser des rencontres pour accueillir des cultures diverses; voilà qui pourrait étouffer à la base toute hystérie nationaliste.

Les débats touchant les élections, la réunification, la Grande Allemagne, ne sont que des emballages vides que les puissants utilisent pour faire avancer leurs affaires et pour détourner l'attention des problèmes sociaux. Sur le même terrain, on débat d'un Quatrième Reich. A nous de refuser les slogans, à nous d'analyser les conséquences problématiques d'une réunification. Comment pourrions-nous intervenir de manière anti-étatique en faveur d'un droit de décision décentralisé? Le parlement de Saxe, que la SPD se plaît à citer, ne représente en rien un pas vers une réelle démocratie. C'est un dialogue que nous devons exiger

d'avoir, afin de dévoiler tous ces mensonges et ces demi-vérités.

Des débats sur le plan communal, cela aurait une base réelle et pourrait représenter un contre-pouvoir. La réquisition ou l'occupation de maisons du Parti (en RDA) ou de bâtiments officiels (en RFA) pour y installer des centres culturels autonomes et libertaires, voilà qui contribuerait plus au changement politique que le 18 mars dont nous connaissons en février déjà le résultat politique et qui, pourtant, sera fêté comme une date historique.

Les libertaires ne devraient donc pas s'amuser à enfourcher les mêmes dadas que la gauche marxiste obsédée par l'Etat; ils feraient mieux de signaler les cassures que la réunification provoquera inmanquablement et d'intervenir en mettant en pratique les théories libertaires. Une joie de mauvais goût devant l'échec du socialisme autoritaire serait déplacée – l'anarchisme est impensable sans le socialisme.

*Wolfgang Haug*

## «Quand je pense à l'Allemagne»

La majorité de la gauche allemande semble convenir que la disparition de la RDA est un malheur, qu'il y aurait eu là-bas, tout dissimulé et clandestin fût-il, un petit bout d'utopie positive, quelque chose de «socialiste». Les auteurs de la brochure *Denk'ich an Deutschland* voient, à l'inverse, dans la chute du mur une chance pour la gauche en Allemagne: cela a un ton blasphématoire. Le fait que des libertaires, des anarchistes connus depuis des années dans le mouvement osent discuter la question nationale en Allemagne (et non pas pour l'Irlande, le Nicaragua ou le Sahara occidental) a fait qu'ils sont apparus immédiatement comme des nationalistes allemands. Friedemann Seidel, de Berlin-Est, écrit ceci:

«La gauche ouest-allemande (pas plus d'ailleurs que la gauche est-allemande) n'a pas cherché de prise de conscience sur la question nationale, et a totalement négligé des concepts comme la nation, la nationalité, la patrie; cela a fait qu'elle n'a pas non plus développé d'intérêt particulier pour la situation et l'évolution politique en RDA... Tant que la nation allemande sera divisée en deux Etats, les Allemands ne pourront pas développer de saine conscience nationale.»

Les gens de gauche convenables ne parlent pas de ces choses-là. La division de l'Allemagne était le châtimement pour Hitler et Auschwitz – que «nos amis les Américains» (et les Anglais, et les Français) n'aient pas voulu renoncer à leurs bases antirusses au cœur de l'Europe n'aurait rien à y voir? Ni le fait que le génocide ne leur faisait ni chaud ni froid, ni le fait qu'Adenauer était un chancelier particulièrement coopératif?

...En Allemagne au moins, le concept de nation est clairement réactionnaire. Pourtant il fut un temps en Allemagne où le qualificatif de «patriote» signifiait quasiment la même chose que «sympathisant terroriste» aujourd'hui. Mais c'était il y a bien longtemps, il y a quelque 150 ans...

Rudi Dutschke aurait déclaré vers 1976 que la gauche allemande n'aurait aucun avenir si elle ne se posait pas la question allemande. Cette brochure est un essai dans ce sens, d'un point de vue anarchiste. Elle pose plus de questions qu'elle n'offre de réponses, ce qui est dans la nature des choses. Elle provoque, aussi.

Jonnie Schlichting

## Une patrie allemande?

Toute la gauche allemande a peur: le mur est devenu une passoire; ce qui séparerait violemment des gens est en train de disparaître; pour beaucoup d'Allemands, la «réunification» est à l'ordre du jour. La gauche panique: le spectre d'hier, le nazisme réel sous sa forme du Troisième Reich, est transporté dans un Quatrième Reich fictif. Voilà ce qui attendrait le monde, si les rêves allemands, les efforts vers la «réunification», vers «l'unification», vers une «confédération» entre les deux Etats allemands devenait réalité. (...)

Si la gauche entretient une confusion touchant la résurgence de la question nationale en Allemagne, c'est entre autres parce qu'elle se réfère à l'histoire allemande. Plutôt que d'abandonner durant des dizaines d'années la «question allemande» à la droite et l'accuser d'être réactionnaire, voire nazie, la gauche aurait dû reprendre cette question et la poser correctement. Un point de vue étroit sur le passé impérialiste, sur la barbarie nazie, a paralysé la gauche. Celui qui tire de son passé un bilan uniquement négatif perd moralement le droit de façonner sa propre histoire. Qui ne discerne pas, dans l'histoire allemande, les tendances libertaires (en philosophie comme en politique), ni les traditions anticentralisatrices, communalistes, régionalistes, fédéralistes et anti-étatiques, et qui ne les fait pas siennes, celui-là ne peut être le protagoniste d'un autre socialisme dans une société qui se passe du capitalisme barbare et de son système étatique.

Quand les mots «nation» et «allemande» sont accolés, il ne s'agit pas forcément de leur associer «chauvinisme» ou «nazisme»; il y aurait tricherie. Le concept de nation est défini de manières diverses, et souvent mal utilisé. Si en Allemagne la nation a été et reste régulièrement bafouée par la droite, est-ce une raison pour que la gauche reprenne ces violations et s'y adonne avec un certain plaisir? Ne serait-ce pas plutôt le moment, pour la gauche, de présenter une image du monde plus juste, loin de toute forme patriarcale, chauvine et dominatrice de l'Etat? N'est-ce pas là qu'il faut nous reporter aux classiques allemands, philosophes, humanistes et politiciens qui, ayant mis au clair leur idée de la nation, sont parvenus à d'autres solutions que «l'Etat-nation»? Ne vaut-il pas la peine de considérer la nation comme «un lien formé au cours de l'histoire entre des hommes» partageant la même tradition (Gustav Landauer)? Est-ce qu'une telle nation, sans tendance au pouvoir ou à l'Etat, ne pourrait pas servir à long terme à surmonter le chauvinisme des peuples et à réaliser le but d'une réelle «communauté des peuples»?

Il y a comme une sorte de sclérose mentale dans la gauche, quand des termes comme «réunification», «confédération», etc. ne font que déclencher des réactions comme «un Quatrième Reich» ou «la Grande Allemagne». Au lieu d'opposer à ces visions d'horreur une alternative politico-économique constructive, on fait dans le statu quo étatico-socio-politique: après tout, deux Etats allemands ont garanti un certain calme, sous le régime

politique de Vogel et Strauss. Mais ce calme n'en était pas un, et logiquement la question nationale et la question de l'unité de l'Etat devaient à nouveau se poser. Les problèmes non résolus remontent toujours à la surface. La gauche toute entière n'a apporté aucune contribution à ce débat des années 1990, elle s'est montrée incapable d'agir – ce qui convient fort bien à une droite caracolant dans l'étatisme germanique. Ainsi la «question allemande» se résume à la réunification d'une superpuissance allemande placée sous le couvert du capitalisme européen.

L'internationalisme de la gauche allemande a reculé devant la «question allemande». Quand les Palestiniens (ceci n'est qu'un exemple) en appellent à la solidarité internationale pour défendre leur position, la gauche allemande serre les rangs et se met de leur côté. Pourquoi les «internationalistes» allemands n'ont-ils jusqu'à présent jamais attelé les gauches internationales au char de leurs revendications allemandes? On ne leur refuserait pas ce service. Mais cette question est rhétorique, bien sûr. En effet, celui qui trouve utile de s'amputer constamment de sa propre identité ne peut pratiquer «l'internationalisme» que dans des contrées lointaines. (...)

## Une gauche d'Etat?

La plupart des libertaires ont un rapport de haine envers ce pays. Ils l'associent uniquement à la barbarie et à l'Etat totalitaire. Quand ils consentent à gaspiller une réflexion sur ce pays – qui est aussi leur pays – cela devient bizarre: les libertaires les plus catégoriquement anti-étatistes ne pensent qu'en termes d'Etat, et la «question allemande» devient purement une question d'Etat! Ces libertaires, habituellement si attachés à leurs principes, deviennent alors infidèles; il leur manque l'imagination qui balaie tous les arguments étatistes. Ils réagissent comme des bourgeois effarouchés, réveillés de leur sommeil agréable.

Sur la «question allemande», les libertaires sont tombés dans le piège étatiste tendu par les félicites de gauche comme de droite: ils ne peuvent voir dans l'Allemagne qu'un Etat monstrueux, image que la «gauche» étatiste leur a présentée.

Une gauche de ce genre, qui ne représente qu'une politique stérile, non libertaire, les vrais libertaires devraient enfin s'en émanciper.

Dans l'euphorie de la réunification, les projets de la droite allemande sont parfaitement clairs: formation d'un Etat national RFA/RDA, totalement centralisé et capitaliste. La puissance économique allemande deviendra une superpuissance économique européenne. Cet Etat allemand centralisé entrera de plain-pied dans la Communauté européenne. Cette Allemagne-là ne peut devenir une superpuissance militaire ni un danger impérialiste, cela n'arrivera plus jamais. En effet, à l'heure de la réunification, l'URSS, les Etats-Unis et les autres vainqueurs de 1945 feront état de leurs droits réservés dans le domaine militaire sur l'Allemagne tout entière. La perspective de ce nouvel Etat-nation capitaliste-démocratique-parlementaire est suffisamment accablante. Mais nous n'échapperons pas à un Etat unifié.

Le vaisseau spatial Deutschland a-t-il enfin atteint son but après avoir erré durant des décennies? Hélas! si on peut dire que le foyer latent d'inquiétude que représentait l'Allemagne divisée est éteint, la formation intérieure future de la nouvelle Allemagne reste encore à mettre en œuvre.

Cet Etat-nation menaçant que nous voyons se former ne représentera qu'une période de transition dans notre histoire. Surmonter le clivage involontaire du pays, sans tolérer à la longue un Etat unique, tel doit être le principal projet libertaire.

La véritable utopie libertaire allemande, c'est les

«Républiques Unies d'Allemagne» (Landauer). L'Allemagne d'aujourd'hui, celle de demain, doit être démembrée; les régions originelles doivent être rétablies selon leur organisation propre et se fédérer. Une fédération allemande ainsi formée, c'est ce qu'on pourra appeler la véritable unification allemande.

Hans-Jürgen Degen

## Interview de deux auteurs de la brochure «Denk'ich an Deutschland»

da: Que signifie pour vous nation, nationalité, identité? C'est là qu'on se heurte.

Hans-Jürgen Degen: Je suis né dans ce pays, j'en parle la langue, je m'y trouve dans un contexte culturel, et il existe des cultures nationales. J'essaie d'y prendre ce qu'il y a de positif pour moi. Il y a beaucoup de choses que je refuse dans la mentalité des Allemands. Pour moi, la langue est très centrale. Je peux bien être internationaliste, je sais que je ne me sentirai jamais complètement dans l'identité d'un Français, même si j'habite la France. Mais il n'y a rien de particulier à être allemand.

Rolf Raasch: Je vis aussi dans un contexte politique différent de celui d'un Français. Par exemple, dans notre pays existe une tradition libertaire progressiste à laquelle on peut se rattacher, à laquelle on peut s'identifier de manière spécifique: Landauer, Mühsam, Stirner, etc. Je ne crois pas que ces personnes ont représenté une conception du monde totalement idéaliste et sans a-priori. Ils ont formulé leurs idées à partir d'un contexte national, c'est pourquoi je peux mieux m'identifier avec eux qu'avec un libertaire français.

Degen: Ça m'intéresserait de savoir quelle identité ont ceux qui critiquent si violemment nos idées. Je ne nie pas du tout mes diverses identités: d'abord je suis un être humain, puis j'ai une identité familiale, régionale, supra-régionale, et ce dernier terme se rapporte à la région de langue allemande. Je vais à nouveau sembler chauvin, parce que cette région est bien plus vaste que l'Allemagne. Mais ce serait idiot de me traiter de chauvin.

## Extraits du débat

(...) Le problème reste celui de la «bonne» nation: Qui en fait partie, qui n'en fait pas partie? Il n'y a d'identité nationale que s'il y a une délimitation avec d'autres identités nationales. Allemande ou non, c'est là la question nationale. Et qui y répond, sinon le douanier? C'est bien égal qu'il prenne sa décision dans un esprit multiculturel ouvert ou selon un racisme rigide, bien égal qu'il obéisse au Führer ou à la loi que les libres citoyens librement associés se sont donnée. Il ne sert à rien de se référer aux traditions «libertaires», «anticentralisatrices, communalistes, régionalistes, fédéralistes

et anti-étatiques» de l'histoire allemande pour opposer à l'Etat-nation la nation culturelle. C'est bien égal qu'il y ait un, deux ou 39 Etats allemands, bien égal si l'utopie de Degen/Landauer des «Républiques Unies d'Allemagne» prend corps ou non, bien égal s'il s'agit de la nation allemande ou d'une autre, il y a toujours d'un côté les citoyens, de l'autre les étrangers; toujours les passeports; toujours les frontières, qu'il faut défendre au besoin, et pour cela on aura besoin de... etc. Qui dit nation dit aussi Etat; le rêve d'une bonne nation est toujours le rêve d'un bon Etat.

Ulrich Bröckling, Fribourg

«Voici la vengeance de l'histoire: qui réprime sa propre histoire se fera écraser par elle», écrit Hans-Jürgen Degen. Il n'est pas étonnant qu'il utilise une métaphore du même acabit que les apologistes de la réunification: «le train est en marche». L'histoire a sa propre dynamique, ce ne sont plus les hommes qui la font, elle se fait seule: tout comme la social-démocratie en août 1914, qui ne pouvait rester crédible qu'en approuvant les crédits de guerre, sur la vague de l'enthousiasme national, HJD fait du nationalisme un moteur de l'histoire, et en arrive ainsi, cul par-dessus tête, à la découverte grandiose que ce pays est aussi «notre pays».

«Ceux qui ne se situent pas dans la tendance actuelle de la pensée positive ont signé leur arrêt de mort.» L'histoire devient un supermarché où il suffit de profiter des «actions» pour avoir sa part au bonheur, comme si l'on ne devait pas passer à la caisse.

Tout cela tient à une question de définition: pourquoi ne pas définir la «nation» comme quelque chose qui se dissoudra dans le communisme et l'internationalisme, pourquoi ne pas définir l'antisémitisme comme une forme pervertie de la conscience antifasciste, comme l'a fait longtemps le PC: toutes questions relevant de la pensée positive, toutes questions de définition.

HJD réclame qu'on en revienne aux «philosophes et humanistes classiques allemands [sic]... qui sont arrivés à d'autres solutions que l'Etat-nation, qui y ont vu un lien formé au cours de l'histoire». Il se fonde, sans la comprendre, sur la proximité conceptuelle de Nature et de Nation; son utopie des «régions originelles qui se sont développées organiquement» ne nomme ni l'origine ni les organisateurs de ce processus, qui n'est rien d'autre que l'accumulation du capital. La nation est tout aussi peu originelle que le capital, on ne peut pas la concevoir sans les conditions historiques de son émergence, sans ses corollaires que sont le caractère national, le capitalisme et l'impérialisme.

...L'émergence de l'Etat-nation n'est pas un phénomène originel, c'est l'expression d'une rupture historique violente lors de laquelle le salariat s'est généralisé et où il revenait justement à l'Etat de le garantir ainsi que de réglementer les antagonismes sociaux qui en résultaient.

C'est le concept et non la définition de la Nation qui inclut l'unité (!) des gens vivant dans un pays et partageant les mêmes traditions; il exclut ce qui sépare, ce qui a été provoqué par les rapports de force régnants.

...Le discours sur la nation use généralement, comme chez Degen, des représentations les plus éliminées des sentiments et de l'identité.

La société bourgeoise capitaliste ne produit pas la liberté, l'égalité et la fraternité, mais la concurrence et l'aliénation: c'est une constatation aussi banale que celle-ci: le manque de caractère personnel joint au surrogat de sens «identité nationale» a conduit au cours de ce siècle aux pires catastrophes sociales.

L'article de Degen semble exprimer une crainte (justifiée) du manque toujours plus criant d'influence de la gauche; la sécurité qu'il imagine dans «l'identité nationale» implique déjà le doute que nombre de rouges ont dû ressentir lorsqu'ils sont entrés dans les SA pour se retrouver à Stalingrad ou à Auschwitz.

HaWe, Moers

(...)Si nous examinons les positions que nous prenons face à des mouvements de libération en Asie, en Afrique, en Amérique centrale et du Sud, nous voyons vite que cette solidarité n'est pas guidée par des contenus anarchistes – c'est-à-dire anti-étatiques, anti-hiérarchiques, anti-patriarcaux et antinationalistes – mais que nous trahissons souvent notre utopie de la liberté et que nous adoptons des positions réalisables politiquement.

...Les élites politiques et économiques des nouveaux Etats-nations, du moins celles qui ont été formées en Europe ou aux USA, font ce qu'ont leur a appris: l'unification des opinions, le gonflement de l'appareil d'Etat avec la police, l'armée, les prisons, etc. La chaleur révolutionnaire se transforme en froidure bureaucratique. L'identité culturelle et les luttes pour la souveraineté nationale sont donc toujours adversaires de la liberté, de l'individualité, du cosmopolitisme. Mais nos intérêts individuels et collectifs ne sont pas définis par la recherche de frontières extérieures et de ces traits communs construits, qualifiés de nationaux, que sont la langue officielle, la culture, la géographie, l'histoire, la religion qui composent une «nation».

Ces mécanismes fonctionnent notamment au sujet du conflit palestinien et des Palestiniens(ne)s qui s'efforcent d'obtenir la souveraineté nationale. L'Etat palestinien aussi créera des frontières, du nationalisme, du militarisme, du sexisme et du racisme, et il empêchera plutôt qu'il n'encouragera la véritable coexistence des gens, leur libre association sur des bases communautaires, car cela mettrait en danger sa propre existence. Les expériences concrètes de ces trente dernières années (Cuba, l'Algérie, le Vietnam, le Cambodge, le Nicaragua, El Salvador, l'Afrique) montrent qu'une fois au pouvoir les mouvements de libération ont fait des structures étatiques de répression la base de leur domination. Les persécutions contre des minorités ou des cultures sans Etat sont la conséquence du système d'Etat.

...Si nous voulons sincèrement détruire toutes les structures de domination, la solidarité avec des mouvements de libération ne doit pas nous empêcher de critiquer la hiérarchie et la domination.

Antisemitismus AG, Francfort

Hans-Jürgen Degen, tu confonds les concepts de nation et d'Etat. Tu dis des libertaires qu'ils ont «une relation de haine à ce pays» qu'ils n'associent qu'à la barbarie et à l'Etat total; les libertaires «donnent dans le fétichisme d'Etat de la droite et de la gauche». Pour ce que je sais des discussions dans les milieux anarchistes, autonomes, féministes, les femmes et les hommes qui y participent expriment des antipathies tant à l'égard du passé réel de ce pays qu'à l'égard de la continuité de cet héritage. C'est ainsi qu'ils rejettent tous les mécanismes qui ont permis de réduire des gens au silence et d'en éliminer systématiquement d'autres.

Le refus d'une «nation unie» de la part des libertaires peut en outre se refléter à d'autres niveaux: L'agrandissement du territoire élargit les domaines de contrôle; le système de représentation d'une nation qui n'est plus seulement culturelle exige, pour la pensée dominante, de nouvelles frontières et donc de nouvelles images de l'ennemi; la nation – pas seulement le concept politique, mais aussi la valeur – fait naître de nouveaux symboles affectifs: quel hymne national adopter? Quelles couleurs aura le drapeau? Quelle capitale? etc. Pour moi, toutes ces questions ne sont pas importantes et ne m'intéressent que parce qu'elles me sont imposées par ce système.

Il ne s'agit pas là d'une pensée obsédée par la nation ou par l'Etat, mais une manière de prendre au sérieux les effets de la nation, de l'Etat, de l'Etat national. (...) Dans la question nationale, l'exigence d'une pensée symbiotique fait peur, avec tout ce qu'elle implique comme occupation – c'est l'Etat qui fournit les mécanismes de renversement de cette pensée idéale. Dans le cas concret de l'année 1989-1990, la pensée nationale ne peut se libérer de l'appareil d'Etat. Crois-tu qu'une nation

unie renoncera à cet instrument d'organisation et de contrôle? J'ai l'impression que tu le crois.

Thea A. Struchtemeier

(traduit de l'allemand)



## Conversation sur l'idéologie nationale

BM: Le concept de nation peut-il être séparé du développement de l'Etat-nation?

Marianne B.: Absolument pas, selon ce que je sais et selon mon expérience. Des mots qui sont devenus des concepts politiques ont des contenus spécifiques. Pour ce qui est du concept de nation, il exprime certains processus historiques, économiques, sociaux et politiques de l'apparition et de l'évolution des nations, des Etats nationaux, de la politique nationale, etc. C'est un concept déterminé politiquement. On peut bien sûr dire que je m'empare d'un concept pour en faire ce que je veux...

La nation, en Europe occidentale notamment, c'est un produit historique, un produit de la volonté historique. Pour moi, ce concept correspond à certaines intentions de la classe bourgeoise et de la domination bourgeoise. La nation ne peut être séparée de l'Etat national, de l'idéologie nationale, des institutions et des langues nationales – les langues dominantes. J'y inclus aussi les prétentions territoriales, la détermination des frontières, des structures internes hiérarchiques, un expansionnisme pour l'acquisition de marchés et la domination sur d'autres personnes – autant d'actes de violence pour faire régner une culture officielle dominante. Dans ce contexte, la violence consiste pour moi dans le fait que des gens sont pré-déterminés par leur naissance à être allemands, français, italiens, et que des institutions nationales leur enseignent, les endoctrinent à croire qu'ils ne sont que cela et rien d'autre!

BM: Et s'ils n'obéissent pas?

MB: Alors on les punit. La nation n'est pas une communauté volontaire. Les institutions nationales, comme l'armée, ne naissent pas volontairement, on est obligé de faire son service, de collaborer à la nation. Et tout cela se passe au dessus des structures de classe et des intérêts opposés au sein de la population...

Les conservateurs insistent, à propos de la nation, sur la communauté de sang, de territoire, de religion, sur les coutumes, les us et traditions communs, du moins – tout cela porté et transmis par une langue nationale commune. Les progressistes ne se fondent pas sur l'idéologie du sol et du sang, ils mettent plutôt en avant la communauté culturelle.

Pour moi, toutes ces définitions sont des instruments de la domination. Elles servent avant tout à écraser les différences dans les sociétés capitalistes, qui se fondent essentiellement sur des différences. Et elles servent à mettre en avant certains traits considérés comme centraux, tout en ôtant de la signification à d'autres.

Je ne vais pas entrer en matière sur la controverse historique (p.ex. entre Rosa Luxemburg et Lénine), même si elle est intéressante. Mais parlons de la manière dont certaines pensées de gauche se débrouillent avec le concept de nation, afin de faire nécessité vertu. Cela tient à leur interprétation des révolutions nationales bourgeoises en Europe:

modèles d'évolution sociale, phases nécessaires de processus historiques menant au socialisme, condition du développement des forces productives. Mais il se posait la question des décalages temporels dans l'apparition des Etats-nations bourgeois. Alors que les «nations modèles», surtout l'Angleterre et la France, avaient déjà fait leur révolution bourgeoise-démocratique, nombre de peuples vivaient encore dans des conditions de domination et d'exploitation pré-capitalistes, pré-bourgeoises. Ainsi on s'est mis à critiquer le nationalisme dans les métropoles comme une idéologie bourgeoise agressive, comme du chauvinisme, tout en qualifiant de patriotes les efforts des petites bourgeoisies locales pour obtenir l'indépendance. La nation y était définie de manière «plus douce», plus démocratique, plus traditionnelle, de la même manière que la science décrivait les groupes ethniques: des communautés créatrices d'identité par leur tradition, leur origine et leur langue communes.

Pour les maîtres «pré-bourgeois», en Europe mais aussi en Orient, la langue que parlaient leurs sujets leur était bien égale, comme le groupe ethnique ou culturel auquel ils appartenaient: On s'emparait de pays et de régions aux caractéristiques ethniques relativement différentes, on les fusionnait par exemple par alliance avec d'autres dynasties.

Pour la bourgeoisie, classe naissante, qui cherchait à faire reconnaître et à assurer son pouvoir, l'égalité culturelle était en revanche primordiale: comme base de l'identité nationale, comme instrument de domination et d'expansion. On voit clairement l'importance et la fonction d'une langue nationale unique dans l'histoire de la plupart des Etats-nations d'Europe, par exemple. Il ne suffisait pas de s'assurer militairement la prise d'un territoire ou des frontières; il ne suffisait pas de détenir des marchés, de créer des établissements de production, etc. Pour les bourgeois, il était indispensable de simplifier, de rationaliser et d'optimiser les transports. Il leur fallait un système de communication et d'endoctrinement des gens.

**BM:** *La communication comme facteur d'unification?*

**MB:** Autant que possible. Pour contribuer à exercer «rationnellement» le pouvoir, pour développer les affaires, le droit, l'administration. Et il est difficile de faire cela dans plusieurs langues et dialectes, de le faire sans supprimer les barrières entre les groupes ethniques qui devaient former la nation. Pour construire cette nation il fallait une langue uniforme, pour toutes les fonctions diverses: l'économie, le droit, la science, la littérature, etc., tous traits essentiels des hiérarchies scientifiques et culturelles de la société. (...)

**BM:** *Le développement historique de la nation a donc opprimé, nivelé, écrasé le développement des spécificités ethniques?*

**MB:** Oui. Les spécificités ethniques passaient au deuxième rang, devenaient folklore. On peut aussi parvenir à l'intégration en déclarant intéressantes des caractéristiques à l'intérieur d'un «cadre commun»: on peut conserver les dialectes pour la littérature, la poésie, le théâtre. Les dominants peuvent le supporter, tant que ces éléments culturels ne prennent pas une dimension politique, ne servent pas à la résistance contre les institutions centrales de la culture et de l'idéologie. Dans ce cas-là ils deviennent dangereux.

Il ne s'agit pas de prendre les communautés ethniques pour un «état de nature» dégradé par les méchants bourgeois. Il s'agit aussi de résultats historiques et culturels. Je n'entends pas proposer un «retour à la communauté originelle»!

Les bourgeois, qui venaient aussi en partie du peuple, n'étaient quant à eux plus des seigneurs de droits divins, ils devaient se légitimer. Ils devaient donc propager la conscience de l'interdépendance et la renforcer par des instruments généraux de domination. C'est ainsi qu'ils ont utilisé des formes de violence directes ou plus subtiles. Pré-

senler la «nation» comme quelque chose d'originel, de naturel, c'est un mensonge, une idéologie! Il s'agit d'un phénomène monté dans un but bien précis: la domination de la bourgeoisie. C'est de là que provient la nation, c'est à cela qu'elle sert, des origines jusqu'aujourd'hui.

Cela dépend de ce qui a causé la chute – au sens politique – des formes du pouvoir et quelles perspectives s'ouvrent en matière sociale, culturelle, etc. Lors d'un changement de pouvoir aussi, les gens peuvent modifier leurs relations; ils se tournent vers ce qui leur semble le plus important, intéressant, agréable. La question de l'émancipation sociale est alors toujours actuelle, mais ouverte...

Un exemple: Lorsque nous disons «Pour une société sans prisons!», nous ne rêvons pas d'un miracle, nous savons qu'il faut lutter pour cela. Cela nous permet d'imaginer une autre vie, une utopie réelle. Nous sommes confrontés à la question d'organiser librement la société – une question qui est ouverte aujourd'hui.

**BM:** *N'en sommes-nous pas aujourd'hui à un point de l'évolution historique où nous ressentons l'appartenance nationale acquise comme une identité, certes dictée par en haut, mais aussi marquée dans notre chair et dans notre sang? La culture nationale n'a-t-elle pas aussi marqué l'identité des gens qui y vivent?*

**MB:** Oui, ils ont dû s'y faire.

**BM:** *Lorsque nous parlons aujourd'hui de la possibilité d'une identification, par l'origine ou par la langue, nous ne pouvons plus guère nous référer à un contexte ethnique, mais seulement à des faits nationaux, qu'ils soient linguistiques ou culturels.*

**MB:** Mais non, nous n'y sommes pas obligés! Nous vivons dans une société où coexistent diverses conceptions du monde, diverses consciences de soi. Je ne ressens aucun besoin de m'identifier avec mes origines nationales, ou avec la nation allemande! Je m'identifie, selon le développement de ma conscience, de mon savoir, mais aussi de mes sentiments, avec les groupes ou les gens de tous les pays où je vis et avec lesquels j'ai des points communs: les mêmes idéaux, des luttes menées ensemble, des intérêts similaires, etc. Avec les gens avec lesquels je peux vraiment communiquer, parler musique, littérature, goûts... Parmi eux il y a beaucoup d'Allemands, des vieux de mon pays, et des gens de toutes origines. L'identification pour moi n'est pas une contrainte, elle est le résultat de mes idées et de ma pratique, elle est évidemment aussi liée au sentiment agréable de faire partie d'une certaine communauté humaine. Chacun et chacune a besoin d'avoir un cercle social, des contacts humains à lui. Dans ce sens je «m'identifie» aussi à ma commune, à un quartier, à la ville où je vis, où j'ai mes amis, où je mène des luttes. L'identification est pour moi une chose concrète, elle n'est en rien déterminée par le territoire: je peux m'identifier avec des gens et avec des mouvements du monde entier, sur la base de catégories comme les droits de l'homme, les luttes d'émancipation, le combat contre la barbarie et le fascisme, et ainsi de suite.

Oui, on est marqué. Mais on sait aussi résister. L'identification tient souvent à un problème dans la relation à soi et au collectif: non seulement chez les êtres humains qui sont devenus des masses. N'oublions pas les intellectuels dits «progressistes» en 1933 et après, qui se sont ensuite laissés influencer par des idéologies nationalistes, voire national-socialistes.

Mais on ne peut pas dire non plus que tous ceux qui se réjouissent de la réunification soient politiquement des nationalistes. Bien des gens veulent simplement participer à ce qui se passe, être témoins d'un événement exceptionnel, renforcer leur moi asservi par des manifestations collectives. La majorité ne jubile pas. Et nous devons tous affronter le changement du rapport de forces en Europe et en Allemagne. La question des alternatives au nationalisme est actuelle, mais elle reste

aussi ouverte.

**BM:** *On trouve aujourd'hui la position selon laquelle chacun de nous a plusieurs identités, la famille, la politique, la culture, et aussi une identité acquise dans le contexte national allemand, et qu'il nous faut prendre position sur cette identité.*

**MB:** Je ne comprends pas ce qui vous arrive. Cette réflexion me paraît erronée. A ce que je sais, l'identité nationale n'a été utilisée comme idéologie dominante ni en RDA, ni en RFA. Au contraire. Dans mon pays d'origine, ainsi qu'en France, en Angleterre, en Espagne surtout, c'était différent: pour la génération d'après-guerre, la reconnaissance de la nation, les drapeaux, les cortèges, les hymnes nationaux, etc. étaient chose normale, obligatoire à l'école. L'«enseignement national» que j'ai eu à l'école, je ne le trouve en Allemagne que dans les familles de droite, voire d'extrême-droite. Ici ce qui a été plus dominant, ça a été l'anti-communisme, l'américanisme, le racisme latent, bien plus que l'éducation à l'identité nationale. Que l'identité nationale pose aujourd'hui un problème à votre génération de gens de gauche me trouble beaucoup. Je ne peux y voir qu'une nostalgie de la gauche de faire partie du tout national. La multiplicité des identités joue aussi dans ce sens: on peut être tranquillement national, et anarchiste! Je le dis de manière polémique, mais c'est une chose grave qu'il faut étudier sérieusement.

Je ne crois pas que la question nationale soit la question politique centrale pour les Allemands d'aujourd'hui. Il y a bien assez de nationalismes et de tendances fascistes qu'il nous faut, à nous révolutionnaires, analyser sérieusement pour nous y opposer. Cela sera difficile avec une identification nationale, car le sentiment d'appartenance à une nation est vivement souhaité par la classe dominante pour usage interne. Elle répudie certes les idéologies nationales agressives, mais surtout pour des raisons économiques. Voyez l'Europe, qu'on veut renforcer pour mieux la dominer... Aujourd'hui il n'est opportun ni stratégiquement ni tactiquement de donner un contenu positif à l'idéologie (ou à «l'identité») nationale, parce que c'est ce que veulent les gens au pouvoir. Il nous faut bien au contraire poser des problèmes politiques occultés par les gens au pouvoir, des problèmes qui les dérangent, où on peut faire de la résistance!

**BM:** *Ceux qui défendent l'idée nationale reprochent aux autres gens de gauche de prêcher une identité antinationale, une identité définie par la négative, par le refus de l'Allemagne, la honte d'être allemands.*

**MB:** Oui, les gens de gauche ont honte d'être allemands. Je me demande bien pourquoi. La gauche ne peut-elle pas s'identifier avec sa tradition propre, sans devoir se référer à la «communauté du sol et du sang»? Quelle est cette gauche qui doit être nationale pour être socialiste? Ça me glace.

**BM:** *Nous voilà à un point central: la question de notre identité, de notre besoin de références communes. Quelles chances la gauche a-t-elle de développer cette identité en une contre-culture, en une identité autonome?*

**MB:** Ce n'est certes pas par l'isolement et l'ignorance des grandes couches de population dans notre société. Mais c'est en se posant sérieusement et collectivement la question des causes de cette «identité nationale» problématique.

Pour les révolutionnaires, les vieilles questions immanentes au système sont toujours actuelles: questions sociales, questions de la lutte pour des territoires libérés et leur élargissement, développement de la personne, résistance collective. Ces questions se posent aujourd'hui dans un cadre plus large, après la suppression ou la relativisation des frontières. Bâtit un réseau de résistance en Europe pourrait vraiment nous libérer du nationalisme, créer une nouvelle identité! De même que la réalisation de quelques-uns de nos objectifs, ici, dans notre ville, avec nos compagnes et compagnons!



# ADIEU A LA REVOLUTION ET...

## VIVE LE GRAND

### CHAMBARDEMENT

*Il faut savoir que l'article qui va suivre ne date pas d'hier puisqu'une première ébauche est parue en 1965 en français dans un bulletin ronéoté Jeunes Libértaires n° 48. Sous le titre La Révolution de papa est morte, on trouvait de façon dure et provocatrice une pensée sensiblement identique, mais beaucoup moins élaborée. Les événements de mai-juin 1968 ont montré la justesse d'une grande partie de cette analyse que Tomas reprend ici.*

F.M

#### I PRECISIONS PREALABLES.

Se situant délibérément en marge du système, luttant pour chambouler sa logique d'oppression, *Archipelago* est exactement le type de revue qui aurait forcément contenu des articles sur la Révolution... si cette revue avait été publiée en 1890! Je suis persuadé qu'un auteur, pénétré de l'esprit de l'époque, n'aurait pas hésité à apporter sa contribution avec un vibrant "Vive la Révolution" ou un "Préparons la Révolution!" chargé d'espoir. Certes, l'esprit de l'époque a changé considérablement, et il semble qu'en 1990, le plus opportun, pour rester en harmonie avec lui consiste à rejeter le thème vieilli de la révolution, ou, si on est tenté de l'aborder, donner au moins la preuve que le sujet sera traité avec la nostalgie des adieux définitifs.

En effet:

-Alors que la pompeuse célébration du bicentenaire de "La Grande Révolution" a achevé d'en faire une relique pour musée, vénérable, inoffensive et poussiéreuse,

-Alors que l'"anti-révolution" entreprise par les pays placés dans l'orbite de "l'autre révolution", celle de 17, remet en question le sens même de ce qui avait été fait alors,

-Alors que les événements de la place Tien-An-Men laissent bouche-bée une grande partie de la génération de 68,

-Alors que les idéologues d'aujourd'hui

versent dans un éloge flatteur de la "démocratie occidentale", la présentant non plus comme le moins mauvais des systèmes existants, mais comme le plus satisfaisants des systèmes possibles,

-Alors que se produit tout ce que je viens de mentionner, il semble qu'en disant **adieu à la révolution**, on refuse toute originalité, on se coule confortablement dans l'esprit de l'époque, en rabâchant la dernière banalité à la mode. Non que le manque d'originalité soit un péché mortel, mais il ne faut pas non plus se leurrer sur la situation.

En premier lieu, il est certain que la Révolution est un agonisant qu'il serait absurde de vouloir achever définitivement aujourd'hui, mais c'est un agonisant qui survit dans quelques esprits, évidemment peu nombreux bien qu'estimables et admirables. Les temps passés à essayer de les convaincre ne sera jamais du temps perdu.

En second lieu, mon adieu à la révolution n'est pas une épitaphe, mais une exhalation du **désir de révolution**, en tant que ce désir constitue une pierre angulaire pour tout sentiment d'émancipation sociale, comme pour toute pensée utopique ou toute exigence éthique. A côté de millions d'êtres humains, les libértaires aspirent à une **mutation sociale** qui aboutisse à une société radicalement différente de celle que nous connaissons. Cette aspiration est présente dans l'imaginaire social depuis le temps, pas très éloigné, où les gens s'aperçurent que les organes sociaux sont exactement des formations **socio-historiques**, c'est-à-dire élaborées au cours de l'histoire, **variables** à travers le temps, et qu'il faut donc essayer d'agir sur elles pour les transformer de façon consciente. Le désir actif de vivre dans une réalité sociale toute "autre" que l'actuelle constitue sans doute un impératif éthique. C'est pourquoi je ne prétends pas abandonner le **désir de révolution**, bien au contraire. Ce désir est ancré dans toute pensée critique est un élément de base de l'indispensable utopie libértaire, ainsi que de la dignité humaine.

En troisième lieu, cet **adieu à la révolution** n'est pas une abdication impuissante face au succès manifeste de la démocratie, mais bien la constatation qu'il existe un espoir raisonnable d'impulser un **tournant libértaire** capable de la dépasser. Et néanmoins... je continue de dire "adieu à la révolution..." .

#### 2 LE PROJET REVOLUTIONNAIRE.

Pour autant que tout "projet révolutionnaire" constitue une élaboration stratégique-politique du désir de révolution, il est anti-éthique, ou incompatible avec la pensée libértaire, pour la simple raison qu'il porte en lui, intrinsèquement, des conséquences **nécessairement libérticides**. Cette traduction du désir de révolution en un projet rationnel et réfléchi qui serve de guide à l'action individuelle ou collective change inévitablement ce désir en une entreprise totalitaire ou en un instrument de domination.

Il ne faut pas voir dans cette affirmation une allusion au thème de la violence ni à l'éventuel aspect insurrectionnel de la révolution. En effet, le recours à la violence est parfois la seule réponse possible dans certaines situations. Je ne me rallie donc pas à ceux qui voient dans le recours à la violence une tare impardonnable qui pervertit toute action visant à l'émancipation sociale. Il est certain que les moyens et les instruments utilisés ne sont **jamais** neutres, et qu'en ce sens, l'emploi de la violence comporte **nécessairement** des effets spécifiques déterminés, mais cette conviction ne joue guère, puisque **tous** les moyens auxquels nous pouvons recourir sont chargés de conséquences secondaires non souhaitées et d'effets incontrôlés. L'anathème lancé contre la violence exercée par les opprimés ne me paraît pas justifiée, sauf si celle-ci entre délibérément dans la "stratégie de la terreur".

Au-delà de l'aspect éventuellement insurrectionnel de la Révolution, ce qui me préoccupe est une question plus fondamentale liée à la **logique** même du projet révolutionnaire. Mais, avant d'aborder cette analyse, il faut préciser les caractéristiques du concept de révolution sur lequel se fonde cette logique. Cela peut être fait à partir de cinq critères:

a)- Il s'agit d'une transformation relativement  **Brusque et rapide**, car sinon il n'y aurait pas de différence de conception entre les mots "révolution" et "évolution".

b)- C'est donc une transformation  **radicale**, puisque, sinon, on ne parlerait que de simple "réforme", et non de révolution.

c)- Il s'agit d'une transformation  **orientée** ou sous-tendue, qui doit aller dans la direction indiquée par les révolutionnaires, car un quelconque changement social n'est pas révolutionnaire, même s'il est brusque et radical.

d)- C'est une transformation  **globale** qui concerne la société dans son ensemble, se démarquant ainsi de ce qui ne serait qu'une prothèse sociale localisée.

e)- Enfin, en tant que projet politique, la révolution se donne nécessairement un  **objectif transcendant**. En effet, les changements attendus par sa réalisation sont suffisamment importants pour que cet objectif, la révolution, se situe à un niveau qualitativement différent des autres et les relègue à un plan hiérarchiquement inférieur.

Les deux premiers critères ne posent pas de problèmes majeurs, mais les deux derniers rendent le projet révolutionnaire  **incompatible** avec toute pratique d'esprit libertaire, comme je vais essayer de le démontrer.

### 3- LE CARACTERE "CONTRE-LIBERTAIRE" DU PROJET REVOLUTIONNAIRE. LE "VECTEUR" REVOLUTIONNAIRE DE LA TRANSFORMATION SOCIALE.

Le fait que le projet révolutionnaire prétend donner une dimension particulière à la transformation sociale implique que ses défenseurs partagent, consciemment ou non, la croyance au  **déterminisme social**, c'est-à-dire la croyance que la société constitue une sorte de machine réglée par un ensemble de lois et sur laquelle on peut exercer certaines actions causales, en vue de

produire des effets contrôlés et prévisibles. Sans cette croyance, le "projet révolutionnaire" n'a pas de sens, puisque toute stratégie présuppose l'existence (ou la croyance en l'existence... ) de relations causales suffisamment strictes entre les opérations projetées et les conséquences attendues. Cette implication du projet révolutionnaire ne peut nous étonner, si nous nous avisons que le concept même de la révolution sociale s'est forgé aux 18ème et 19ème siècles en étroite connexion avec le développement de la mécanique classique et avec l'idéologie scientifique, déterministe et orientée vers la domination de la nature qui a imprégné la méthode scientifique de Galilée à Newton. Accepter la plausibilité d'un projet révolutionnaire est accepter en même temps un modèle déterministe du fonctionnement social basé sur le contrôle de l'objet de la connaissance, c'est-à-dire basé en dernière instance sur les pratiques du  **contrôle social**.

Quand on partage la croyance en la viabilité d'un projet révolutionnaire, on adhère pleinement à la  **théorie de la conspiration**, c'est-à-dire à la théorie selon laquelle les caractéristique d'une société correspondent en grande partie à l'action délibérée de quelques individus, d'une sorte d'"état-major", ou de groupes de pression qui planifient la voie à suivre par la société et lui impriment des caractères déterminés. Selon ces données, il s'agit simplement d'être plus efficaces que les "conspirateurs" qui ont appliqués et continuent d'appliquer les règles de notre société, et de se substituer à eux pour déterminer le chemin à suivre.

Toutes ces hypothèses omettent deux phénomènes essentiels et amènent à un projet nettement contre-libertaire.

En effet, on omet, en premier lieu, que toute société est un système auto-organisateur, et donc fortement imprévisible quant à son développement et à sa manière de réagir aux actions délibérées qui s'exercent sur lui.

En second lieu, on oublie que les caractéristiques actuelles d'une société résultent d'un long processus de sédimentation où une série de facteurs, le plus souvent fortuits, ont été neutralisés ou renforcés selon les cas jusqu'à constituer un ensemble où l'action délibérée de quelques "conspirateurs" supposés n'a joué qu'un rôle infime. Il n'existe aucun point d'appui à partir duquel la société puisse bouger, de la façon dont certains prétendent soulever le monde, parceque la société actuelle s'est construite à travers les effets imprévus d'une infinité de pratiques sociales plus ou moins délibérées. Cela ne veut pas dire, comme nous le verrons, que l'action des agents sociaux ne puisse

transformer la société, mais ce ne serait pas en conséquence d'un projet rationnel de transformation.

La conséquence contre-libertaire des hypothèses que nous avons envisagées est également claire. Croire qu'on puisse contrôler suffisamment la relation cause-effet dans le domaine social, laisse aux mains de ceux qui ont le pouvoir de créer des causes efficaces la détermination de la direction de la société. Par chance, ni les libertaires, ni les révolutionnaires, ni personne, ne dispose du contrôle suffisant des mécanismes et des règles sociales pour pouvoir contrôler et diriger leur cours.

### La globalité de la transformation révolutionnaire

Le fait que la révolution, en tant que projet global et totalisant, concerne l'ensemble d'une société, change le projet révolutionnaire en projet  **totalitaire** puisqu'il lie ensemble la totalité des trajectoires individuelles, subordonnant le particulier au général.

En effet, la société constitue une construction historique, mais aussi un  **système** au sens fort du mot, étant donné que toutes ses "parties" interagissent les unes sur les autres et se trouvent imbriquées. La société a des propriétés "émergentes" et, en ce sens, elle est plus que la simple somme de ses parties, mais elle est aussi moins que la somme de ses parties, du simple fait que chacune de ses parties se trouve insérée dans un système et souffre de contraintes qui limitent l'expression de ses particularités. Le projet révolutionnaire ne se propose pas seulement de détruire une forme de société, mais aussi d'offrir un modèle social alternatif. Par conséquent, il prétend concerner chacune des parties d'une société sans tenir compte que ces parties désirent ou non se voir affectées par le projet de société avancé par les révolutionnaires. La révolution prétend instaurer un modèle de société pour tous, prétention qui est aussi sa propre définition. Mais pour que ce modèle englobe "tous les êtres", il est nécessaire d'établir une juste  **comptabilité** entre les parties, pour qu'elles puissent coexister dans un tout. Que les libertaires le veuillent ou non, leur révolution sociale implique forcément des opérations matérielles et idéologiques exercées sur les parties selon le nouvel ensemble où elles sont appelées à s'insérer. Cela implique d'accepter d'avance la perspective d'exercer une action constructive sur ces parties afin d'annuler celles de leurs propriétés qui ne seraient pas compatibles avec le nouveau système.

Je ne suis pas de ceux qui pensent, au nom de la liberté, que toutes les expressions des agents sociaux doivent être acceptées, mais il m'en coûte d'envisager la dimension libertaire d'un projet qui s'appuie précisément sur le principe de contrainte des particularités locales. Tout système social est évidemment localement constructif, mais une chose est de lutter contre ces effets, et une autre, bien différente, de lutter volontairement pour instaurer un autre système social qui sera aussi oppresseur.

#### Le caractère transcendant de la Révolution.

Le fait que la Révolution se donne à elle-même un objectif transcendant, ou super-orienté, réintroduit forcément un élément **théologique** au sein de la pensée libertaire. Cet objectif suprême légitimise le **sacrifice** du présent à l'avenir, du temps vécu concrètement au temps abstrait, de la vie à l'idée, sans compter d'autres sacrifices allant de l'auto-sacrifice de militants au sacrifice des autres, y compris le sacrifice des "principes" eux-mêmes.

En effet, dès l'instant où apparaît un but transcendant, suprême, une valeur qui se situe dans l'avenir, **tous les sacrifices sont justifiés**. Si la révolution peut se réaliser au moyen d'une stratégie, quelle qu'elle soit, il devrait être clair que nous devrions avoir honte de nous déclarer libertaires si nous ne nous y engageons pas pleinement. Les milliers de morts quotidiennes causées par notre système actuel, les innombrables souffrances et humiliations de chaque instant, l'injustice permanente qui est perpétrée, tout cela ne nous laisse pas d'autre alternative que de lutter pour la révolution.

Dès l'instant où l'on considère que la révolution s'inscrit comme dénouement réalisable d'une stratégie déterminée, **rien**, absolument rien ne peut légitimer le renoncement à cette stratégie. Même la fameuse affirmation libertaire selon laquelle les fins ne justifient pas les moyens, cesserait d'être quelque chose de plus qu'un simple avertissement moraliste et pieux. En effet, à quoi serviraient les justifications et les craintes si le résultat obtenu est vraiment la fin de la barbarie? Ce débat mène loin, mais il est clair que ceux qui croient que la révolution peut apporter les résultats annoncés ont raison de se moquer de la sensibilité moraliste des libertaires. Il n'y a pas d'autre alternative. Si on croit réalisable un projet révolutionnaire, il faut renoncer à tout ce qui peut lui faire obstacle, particulièrement les valeurs libertaires, puisqu'elles constituent une

incompatibilité. Le fait de ne pas avoir compris cette opposition radicale a creusé une brèche profonde depuis presque un siècle entre les pratiques concrètes et l'idéal proclamé des libertaires.

Mais attention! Cela ne signifie absolument pas que l'action des libertaires et de tous ceux qui n'adhèrent pas au système ne peut provoquer une révolution.

### 4- LE POSSIBLE "RENVERSEMENT" LIBERTAIRE DE LA SOCIÉTÉ.

Les activités pratiques et les productions symboliques de ceux qui rejettent le système social actuel peuvent, éventuellement, déclencher une révolution, mais jamais comme le résultat conscient, rationnel, et délibéré d'une action conçue dans ce but. De plus, les caractéristiques que prend notre type de société ont l'effet paradoxal de rendre **plus probable** une transformation révolutionnaire au moment même où elles multiplient les obstacles à toute possibilité de succès de la dissidence sociale. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer deux phénomènes de toute première grandeur dans la configuration des dites sociétés post-industrielles: d'une part leur croissant niveau de complexité, d'autre part leur croissante dépendance de la connaissance scientifique.

#### a) La croissance de la complexité

Il serait superflu d'essayer de fournir des données pour démontrer la complexification croissante de nos sociétés. Elle saute aux yeux et va de l'internationalisation des relations sociales aux conséquences de l'accroissement démographique des ensembles sociaux. C'est précisément cette complexité accrue qui provoque chez beaucoup de gens l'incrédulité, le pessimisme, parfois le désespoir et, en fin de compte, la démobilisation la plus absolue face à la difficulté de cerner cette complexité et d'agir efficacement la structure sociale. Mais les systèmes complexes ont leurs particularités, qu'ils soient sociaux ou physico-naturels. Quelques unes de ces particularités permettent d'envisager des espoirs raisonnables d'une profonde transformation sociale.

En premier lieu, les systèmes d'une extrême complexité rendent nécessaire de commettre des **erreurs** pour continuer de fonctionner et d'accroître leur complexité elle-même. L'ordre social est en partie maintenu grâce au désordre à multiples facettes qu'il contribue à

engendrer. Les dysfonctionnements, les manques, les comportements erronés, sont une partie des éléments nécessaires à un système complexe pour assurer sa durée. Sans eux, il se destruit et se désagrège. Notre type de société est donc obligé, par sa nature même, de fonctionner "imparfaitement", de commettre constamment des "erreurs", à souffrir de "ratés" continuels. En principe, cela le favorise et le maintient "en vie", en principe, le système est capable d'assimiler ces erreurs et de s'en enrichir, mais aussi il entre dans la logique des choses que quelques uns de ces indispensables ratés dépassent sa capacité d'absorption et entraînent un processus incontrôlable de destruction-restructuration interne.

Une des conditions qui assurent la stabilité dynamique des systèmes extrêmement complexes est la **rapidité** avec laquelle s'effectue l'interconnexion entre tous les éléments du système. En effet, lorsque en un secteur du système, les erreurs produites déclenchent un nouveau type de fonctionnement incompatible avec -et dangereux pour- l'état actuel du système, un effet de "boule de neige" se crée et s'étend plus ou moins rapidement et, quand il atteint un niveau critique, ou une certaine amplitude, il échappe définitivement au contrôle du système, bouleversant son organisation interne d'une façon imprévisible. Pour que le système se maintienne dans sa structure actuelle, il faut qu'il puisse intervenir dans le secteur conflictuel avant qu'il ait atteint l'ampleur qui le fait échapper au contrôle. Le meilleur exemple qui me vienne à l'esprit pour illustrer cette particularité, est ce qui survient dans un réacteur nucléaire échappant au contrôle (voir Tchernobyl) et peut-être aussi, ce qui est arrivé aux Américains au Vietnam. Il est facile de comprendre pourquoi il est si important, pour le maintien des structures sociales actuelles, que les moyens de communication les plus rapides possibles soient assurés, et que certaines technologies comme l'informatique soient ancrées dans la société. De nombreuses techniques "avancées" convergent pour permettre l'interconnexion quasi immédiate de toutes les parties du système. Mais, si le système commet des ratés, il peut en commettre d'autres portant sur la rapidité d'intervention dans un secteur problématique...!

En second lieu, les systèmes complexes ont une structure présentant une série de points appelés "points de bifurcation" par les spécialistes, qui se caractérisent par leur extrême sensibilité à la moindre perturbation et même aux perturbations minuscules. Lorsqu'un

dysfonctionnement se produit en l'un de ces points, la propagation à travers le système est extraordinairement rapide et difficile à contrôler, provoquant une transformation radicale de son régime de fonctionnement. Cette particularité, considérée dans le domaine de la société, a pour effet qu'un collectif très peu nombreux de personnes peut engendrer par ses actions des troubles considérables chaque fois qu'elles s'exercent en un point de bifurcation du système social. Mais personne ne dispose d'une connaissance de la société suffisamment précise pour détecter quels sont ses points de bifurcation, ni pour évaluer quelles seraient les caractéristiques du nouveau régime de fonctionnement qui serait appliqué à travers le système. Par conséquent, le concept de "projet révolutionnaire" continue d'être chimérique. La seule chose que nous commençons à savoir est que, aussi bien les actions des collectifs sociaux, même infimes, que les erreurs commises par le système lui-même, peuvent être favorables à un énorme "chambardement" qui détruirait la structure actuelle de la société, sans qu'on puisse prévoir quel modèle la remplacerait.

Que conclure de cela? Il ne s'agit évidemment pas de remplacer le mythe du grand soir de la Révolution par l'attente apocalyptique du jour du "Grand Chambardement". Mais ce qui me paraît clair c'est que la meilleure façon d'aider à transformer radicalement la société consiste à provoquer, ne serait-ce qu'individuellement, tous ces petits dysfonctionnements qui se trouvent à notre portée. Paradoxalement, beaucoup d'entre eux ne serviront qu'à renforcer le système, mais quelques uns renferment justement une possibilité d'apporter un renversement radical. Ce que nous pouvons faire de mieux, est de dire NON aux mille exigences que le système nous demande chaque jour d'accepter, de nous opposer autant que nous le pouvons, pratiquement et symboliquement, car le OUI, ou la proposition positive que renferme le projet révolutionnaire, c'est-à-dire l'élaboration positive d'une alternative raisonnée, ne peut créer les conditions d'une transformation possible. Nous retrouvons l'insistance d'Agustin Garcia Calvo à propos de parler "en faveur de..."

#### b) La dépendance accrue de la société face à la connaissance scientifique

Il est banal de dire que la "nature" où nous sommes immergés quotidiennement est aujourd'hui une "techno-nature" où tout ce qui nous entoure

résulte directement des procédés technologiques ou est médiatisé par eux. Il est tout aussi banal d'admettre que toutes les techniques ont été élaborées au moyen de savoirs plus ou moins implicites que les hommes ont mis en pratique au cours des siècles. Il est également évident que ces "Nouvelles Technologies" occupent une place de plus en plus importante dans notre techno-nature. Cela étant, ces nouvelles technologies ne sont pas "nouvelles" parcequ'elles sont apparues depuis peu, car toute technologie est nouvelle au moment de sa création et cesse de l'être après quelque temps. Loin de se définir par un critère de temps, les Nouvelles Technologies sont celles qui ne s'élaborent plus à partir de savoirs pratiques et implicites développés au cours de l'histoire, mais qui résultent **directement** d'une connaissance particulière, édiflée volontairement par des spécialistes, dans ce cas par les scientifiques. Le savoir nécessaire pour "inventer" une technologie ne s'extrait plus du bagage de connaissances accumulées par les gens dans leur pratique quotidienne, mais se **fabrique** systématiquement à partir de la science moderne. En ce sens, à mesure que les Nouvelles Technologies s'incorporent à notre société, celle-ci devient de plus en plus une concrétisation des connaissances scientifiques.

Ce qui se passe est qu'un grand nombre des connaissances scientifiques échappent au contrôle direct des scientifiques et à leur capacité d'entendement. Une partie de l'intelligibilité de certaines formules scientifiques, et une partie de leurs conditions de développement sont déposées dans des éléments techniques tels que, par exemple, les calculatrices. Elles ne font plus partie du savoir que dominant directement les scientifiques. Cela ne serait pas préoccupant si précisément, les Nouvelles Technologies n'étaient pas élaborées sur la base de ces connaissances. Dans la mesure où une partie du savoir intégré dans une Nouvelle Technologie n'est plus aux mains des scientifiques, il faut recourir à d'autres nouvelles technologies (l'informatique par exemple) pour les dominer. Cela signifie que le scientifique peut s'avouer impuissant face à un problème technique où il ne peut intervenir qu'à l'aide de connaissances qui lui échappent et que détiennent certains appareils techniques.

A mesure que ce fait se généralise, il est toujours plus probable que des ratés se produiront dans les appareils dont dispose le spécialiste pour faire front à une situation critique causée par l'échec possible d'une Nouvelle Technologie donnée. Qu'arrivera-t-il alors? Que peut-

il résulter du "chambardement" créé? Nul ne peut le savoir. Mais il est évident qu'à mesure que notre société se fait plus dépendante de la technique scientifique, elle s'expose davantage à se trouver dans des situations qui échappent aux possibilités de contrôle humain.

D'autre part, il faut aussi considérer que toute connaissance scientifique est "provisoirement exacte", c'est-à-dire potentiellement fautive, mais n'apparaîtra comme telle qu'à un moment ultérieur. C'est une connaissance erronée, sans qu'il soit possible de détecter où réside son défaut avant que se soient produits des progrès ultérieurs. Elle reste néanmoins incorporée aux Nouvelles Technologies. Les effets "pervers", les conséquences imprévues, les dysfonctionnements que peuvent provoquer les erreurs matérialisées dans les Nouvelles Technologies peuvent avoir des conséquences d'une importance considérable.

Nous retrouvons donc dans la **nécessité** d'intégrer la science dans le fonctionnement de nos sociétés pour assurer son contrôle, un facteur d'incontrôlabilité qui laisse prévoir des "chambardements" possibles. Vu sous cet angle, la techno-science, dont le développement rend si difficile la possibilité d'ébranler le système social actuel, constitue **aussi** une boîte à surprise d'où peut surgir la possibilité d'un ébranlement.

Il n'est pas non plus question d'attendre tranquillement que cela arrive, sans savoir par ailleurs quels seront les dénouements possibles. Mais, de toutes façons, il est réconfortant de penser que le **désir de révolution** qui demeure en toute personne suffisamment sensible, et qui est le principe indéfectible de toute pensée libertaire déchargée du poids des "projets révolutionnaires", découvre dans la réalité sociale actuelle des raisons suffisantes de croire en sa possible satisfaction, même si celle-ci reste problématique.

*Tomas Ibanes  
traduit de la revue espagnole  
"Archipiélago"*

# LA REVOLUTION ET LES CONDITIONS ACTUELLES

-Remarques après l'article de Tomas Ibanez-

**L**e type de critiques que je fais aux articles sur la possibilité ou la non-possibilité de la révolution, c'est qu'ils n'abordent presque jamais l'ensemble des situations où se trouvent les libertaires (dans le sens d'individus partageant des conceptions anti-étatiques, qui, par ailleurs, sont parfois totalement contradictoires: pacifistes et violents, individualistes et organisateurs, syndicalistes et anarcho-conseillistes, etc...), situations qui conditionnent leurs prises de positions.

## Les niveaux économiques et politiques

Deux grands blocs de pays apparaissent: les pays industrialisés et les esclaves du FMI. Dans les pays industrialisés, autrement dit, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans une partie du globe, le Canada et les USA dans une autre, et les pays occidentaux en Europe, dans ces pays, donc, un certain niveau de consommation est offert à l'ensemble de la population. Les marginaux et les exclus sont une minorité, relativement encadrée par des organisations de charité ou des antennes gouvernementales. Les médias sont parfaitement orientés dans ce que certains Nord-Américains appellent le "friend fascism", le fascisme sympathique, c'est à dire que les critiques sont admises et interprétées comme étant assimilables par le régime en place. Mais les axes fondamentaux de ces pays: industries nucléaires et militaires, échanges inégalitaires avec le Tiers-Monde, se développent inexorablement. Parmi les esclaves du FMI (Fonds monétaire international), où les pays industrialisés apportent la plus grande partie de l'argent et ont la majorité des voix pour accorder des prêts, il faut distinguer trois plans différents: - les pays ex marxistes-léninistes qui font des arrangements de façade pour permettre la transformation des nomenklaturas ont toujours eu une conception capitaliste, mais difficile quant au choix des familles

à conserver et de celles à rejeter); -les satellites des pays industrialisés, Israël et l'Afrique du Sud, qui possèdent un prolétariat ethniquement et socialement inférieur, et un voisinage hostile; -le reste du monde, tributaire du FMI, mais où les classes dirigeantes jouissent d'un niveau de vie identique à celui des classes dirigeantes des pays industrialisés -plutôt supérieur, vu les rapports de vassalité envers leurs compatriotes-, et où le reste de la population est proche du minimum vital, ou sous cette limite. L'Amérique latine peut servir de référence: en 1990, le niveau de vie a baissé pour retrouver celui de 1977, et 10% de la population, aux revenus plus élevés, touchent 44% des recettes du continent, les 50% de la population aux revenus inférieurs touchent 48%, enfin les 50% restant ont droit à 8% des bénéfices (chiffres de l'ONU-CEPAL, reproduits par *El Pais*, 18-3-90). Bien entendu, suivant les pays, on a des variations plus ou moins fortes. L'Asie doit être mieux lotie, mais l'Afrique est, de toute évidence, moins bien lotie que l'Amérique latine. Dans ces conditions, on ne peut que constater la persistance, voire la recrudescence, des "jacqueries", des mutineries spontanées face à des mesures gouvernementales prises pour satisfaire les diktats du FMI: Egypte 1977, Maroc 1981, Maroc et Tunisie 1984, Venezuela et Argentine 1989, guerres civiles au Libéria et en Somalie pour déterminer quelle sera la classe dirigeante... (on peut multiplier les cas si on prend le Tchad, Saint-Domingue et Haïti).

Le point commun entre ces trois groupes esclaves du FMI est que la vie humaine des non-membres de la classe dirigeante n'a pratiquement aucune valeur. Non seulement la critique politique est difficile et peut entraîner dans plusieurs cas la mort (Guatemala, certains états de l'Inde), mais même la délinquance juvénile et le fait d'être jeune et pauvre peut entraîner la liquidation physique (escadrons de la mort des grandes villes du sud du Brésil). Ajoutons à cela qu'il semble bien qu'un nouveau Yalta ait eu lieu à Malte entre les Etats-Unis et l'URSS en 1989, tolérance de la politique impérialiste des USA (Panama, Irak) et tolérance de la politique interne de l'URSS (remise au pas brutale des autonomistes et indépendantistes).

## Les objectifs révolutionnaires

Si l'organisation post-révolutionnaire est clairement expliquée dans la théorie (Bakounine, Kropotkine, etc...) et dans la pratique (Ukraine, Espagne), le stade pré-révolutionnaire est inconnu, et Bakounine Kropotkine, par exemple, dans les dernières années de leur vie, n'ont rien apporté de vraiment positif.

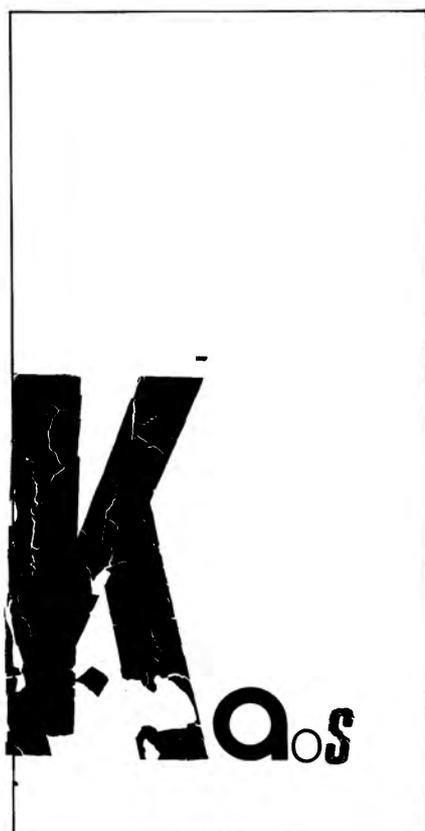
Il est logique que les attitudes soient différentes dans les pays industrialisés et dans ceux qui sont esclaves du FMI. Et, pour les pays industrialisés, les grandes lignes esquissées par Tomas me semblent tout à fait acceptables. Par contre, je n'ai pas l'impression que le schéma conspiratif, si brillamment critiqué par Tomas, soit toujours à refuser, à condition qu'il soit appliqué dans les conditions de la makhnovichtchina. A savoir un membre d'une région, d'une classe sociale, qui organise une insurrection selon des mots d'ordre précis et anarchistes. Dans les cas différents, l'échec vient presque aussi vite que l'organisation: petits bourgeois marxistes-léninistes guatémaltèques lançant une guérilla de classes en espagnol, dans un milieu indien revendiquant sa culture (en fait ses cultures et ses langues) contre celle de l'occident. Laissons de côté le devenir des pays industrialisés, lorsque le conflit USA et satellites contre l'Irak aura pris fin, et les questions de fond (partage des bénéfices du pétrole, la modification des frontières imposée par les pays industrialisés (ex) colonisateurs, nouvelles lignes de forces au Moyen-Orient) qui risquent de transformer le "fascisme sympathique" en intégrisme chrétien aux relents obscurantistes (les cadres fondamentalistes et opus déistes sont prêts à l'action).

Il demeure que dans tous les cas économiques évoqués, les fractures des régimes ne peuvent être efficacement et anarchiquement utilisées que si les individus savent dire non aux mille exigences du système. Et, pour cela, il faut opposer un refus global, comme l'offrait le tolstoïsme (rejet de l'industrialisation, de l'exode rural et de l'étatisation sous toutes ses formes: impôt, électricité, éducation, etc...), ou, à un niveau plus limité, l'anarcho-syndicalisme espagnol. A côté des échanges internationaux, de la culture ouvrière, de l'enseignement de type

Ferrer, l'observateur bourgeois mais fort objectif, Diaz del Moral notait en 1923 pour la région de Cordoue (en fait généralisable aux militants de la péninsule ibérique): "D'autre part, leur enseignement et leurs propagandes sont d'ordinaire nuancés par des thèmes moralisateurs. Le respect de la femme et l'égalité des sexes dans le foyer et la société, l'amour de la nature et de la culture, la lutte contre l'alcoolisme, le tabac et les jeux de hasard sont constants dans les articles des journaux et les discours des meetings" (*Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, ed;1967, p.182).

Plus concrètement, on pourrait peut-être conclure sur le fait que la tolérance sur des buts auto-gestionnaires précis (comme ce fut le cas en Espagne dans les essais collectivistes entre 1936 et 1939) est certainement beaucoup plus féconde et durable que les alliances politiques vagues et provisoires à l'occasion d'élections ou de guerres localisées. Tolérance nécessaire et jamais inconditionnelle envers les exploités, comme Albert Camus le résumait pour lui-même: 1) Reconnaître le totalitarisme et le dénoncer; 2) Ne pas mentir et savoir avouer ce qu'on ignore; 3) Refuser de dominer; 4) Refuser en toutes occasions et quel que soit le prétexte tout despotisme, même provisoire" (cité par Jean Daniel "Nouvel Obs 11-12-1978, p.26).

Frank Mintz



## UNE PETITE PAGE DE NOTRE HISTOIRE

Les locaux du 13 de la rue Pierre Blanc ont été rendus à la spéculation immobilière en janvier. Avec eux, et de façon éminemment symbolique, c'est sans doute une page de l'histoire du mouvement libertaire à Lyon qui se tourne. La "rue Pierre Blanc" a été ouverte en septembre 1975, à l'initiative d'IRL, qui avait à peine deux ans d'existence, et de quelques libertaires venus d'horizons divers, peu nombreux, mais assez représentatifs des nombreux courants que ce local allait réunir au cours des années suivantes. En 1975, le vent de la contestation sociale avait déjà tourné, sous l'effet de la crise économique et d'un capitalisme prêt à faire peau neuve. Mais nous ne le savions pas. Les forces contestatrices, par leur nombre, leur diversité (mouvement ouvrier, féminisme, anti-militarisme, écologie, mouvement homosexuel, etc...) étaient alors porteuses d'immenses et réels espoirs de transformation sociale, qu'on imagine mal seize ans plus tard. C'est dans ce contexte que s'est opéré le renouveau du mouvement libertaire à Lyon, un mouvement qui, extrêmement ouvert qui, d'une poignée de militants à l'origine, devait, au fil des années, en rassembler un grand nombre, permettre la création de nombreux locaux et structures pour, sans doute, culminer, dix ans plus tard, au moment des journées libertaires de juin 1985. Pendant toutes ces années, la rue Pierre Blanc a été le lieu de rencontres, de

discussions, parfois farouches, de toutes ces forces libertaires, à un moment où, autour de nous, si tout ne semblait pas possible, beaucoup de choses le laissaient espérer.

Cette époque de bouillonnement social et de développement tout azimut d'un mouvement libertaire sans chapelles, sans ostracisme et sans excommunications, est sans doute révolue, parce que l'époque a changé, justement, qu'elle n'est plus porteuse des vastes et diverses conditions de transformation sociale d'alors, qu'elle nous a ramenés, depuis plusieurs années déjà, à la seule force de nos idées, dont on sait, par expérience du passé, combien, isolées de la réalité, de la vie qu'elle contiennent, elles peuvent être stériles et dangereuses.

Mais la fin d'un local (la magie des lieux!) pousse toujours à la nostalgie. Malgré son hégémonie actuelle, sa capacité à désarmer toute velléité de contestation sociale, à masquer tous les effets de son oppression, le capitalisme ne manquera pas d'offrir de nouvelles failles où pourront naître des mouvements nouveaux dont nous ignorons la forme et le nom.

Daniel

Après que la Coordination Libertaire se soit dissoute, le local de la rue Pierre Blanc a été occupé, conjointement avec IRL, un temps par le collectif Stop-Viol, puis par le groupe lyonnais de la Fédération Anarchiste.

# La dégringolade bulgare

"Je ne vais pas vous soumettre beaucoup de chiffres, parce que vous en avez assez eu. Je ne vous en donnerai qu'un: les personnes qui, en Bulgarie, sont sous la barre du minimum vital atteignent 30% et celles qui sont à la frontière du minimum social représentent 60%. Laissons ces chiffres cruels. Derrière eux, il y a la femme, la petite vieille qui s'évanouit dans l'énorme queue kilométrique pour avoir un peu de sucre. Derrière ces chiffres, il y a le diabétique (j'ai sur moi la lettre d'un combattant actif [=ex-maquisard communiste recevant une pension équivalent à un bon salaire, tout en travaillant ou en touchant sa retraite], qui ne peut trouver nulle part de médicament pour sa maladie). Derrière ces chiffres, il y a la souffrance du médecin que des malades viennent consulter avec des jambes enflées, qui ne peut leur donner de digitaline et qui leur dit : "je ne suis plus médecin, je ne fais que de la psychothérapie. J'écoute mes malades. Et, pour les asthmatiques, comme je ne peux rien faire, je leur dit d'aller à la campagne, au moins là, l'air est pur."

Ces paroles, extraites d'un discours au parlement du démocrate Peteur Dertliev en juillet 1990, sont devenues insuffisantes. Avec la disparition du butane, du fioul et de l'essence (y compris souvent pour les ambulances), les coupures de courant d'une heure toutes les trois heures (donc du chauffage), l'hiver provoque sa kyrielle de maladies et les médicaments manquent. Quant à la nourriture et les biens courants de consommation (savon, lessive, allumettes), malgré l'introduction du rationnement et des coupons, l'assortiment va en diminuant (et les vieux qui ont connu la guerre trouvent que c'est plus dur actuellement (1)). Comme prévu dans notre information d'août dernier, la mortalité est en hausse parmi les vieillards et les nouveaux-nés. Selon une conversation téléphonique de début février, les annonces nécrologiques collées sur les murs de Sofia (tradition balkanique) sont spectaculairement visibles. Petits exemples pratiques, dans le centre de Sofia (boulevard Dondoukov), même en faisant la queue dès 5 heures du matin (en hiver) pour le lait,

au bout de 4 ou 5 heures, il n'y en a plus lorsque son tour arrive; depuis plusieurs mois, la viande est introuvable et les boucheries sont fermées; les oeufs se vendent à la pièce. Par contre, grâce (!) à l'économie de marché, on trouve des bananes à 13 leva le kilo, la viande à 17-18, les pommes de terre à 2, cela suppose un salaire individuel moyen de 200 pour y arriver, ce qui ne concerne qu'une petite minorité. De plus, des paysans ont commencé à vendre des oeufs et de la viande de qualité douteuse ... Evidemment, les gens sont de plus en plus nerveux, coléreux. Mais la guerre civile annoncée par tout le monde entre Bulgares et Bulgaro-turcs depuis décembre 1989 demeure -heureusement- verbale. Les partis politiques opposés au P.C qui a gagné les élections, ne font que préparer les prochaines, échafauder des réformes économiques à partir de l'économie de marché. C'est pourquoi la hausse du 1er février 1991 des taux de prêt des entreprises ou des banques aux particuliers, de 1% à 18%, pour les sommes en cours de remboursement et les nouveaux prêts est apparemment acceptée par tous les partis politiques. C'est la logique de la soumission à la future aide occidentale!!

Il semble y avoir une ignorance totale des répercussions de l'introduction des mesures libérales, voire monétariste, dans les pays d'Amérique latine comme le Chili, le Brésil ou l'Argentine, et de la hausse du nombre des gens appartenant à la catégorie de ceux qui ont des revenus inférieurs au minimum vital, 50% au Chili contre environ la moitié moins à l'époque d'Allende, des chiffres voisins ou supérieurs pour l'Argentine ou le Brésil.

Dans ces conditions, comment les gens tiennent-ils? En fait, les partis non communistes disposent encore d'un fort capital d'illusions, avec leur unique argument électoral: votez non communiste, et alors l'Ouest investira chez nous et tout s'arrangera. Et puis, la TV offre tous les jours du cul, de l'érotisme et de l'occultisme (Kiki, Djouna, biotok, extra-science et autres merdouilles pour gaver les cerveaux passablement embrouillés après 40 ans de propagande à sens unique).

On pourrait imaginer que le mouvement anarchiste, réapparu en force, allait dénoncer à fond la situation. Malheureusement, et tout en précisant que je présente ici une version non officielle du mouvement anarchiste bulgare (2), les deux premiers numéros de *Svobodna Misseul* (Pensée libertaire) (3) frappent par leur triomphalisme creux, un article plein de références espagnoles de Federica Montseny (sans expliquer la rupture des anarcho-sindicalistes en Espagne); une page sur l'action anarchiste en 1923 et en 1946, mais rien sur le présent, pas même la re-publication du programme de la FAKB de 1945, qui dans le marasme idéologique actuel en Bulgarie pourrait faire figure d'éclat lumineux.

Le No 3 de décembre 1990 peut être considéré comme le véritable départ du journal avec l'article *Surmonter la crise économique, mais comment* de Jeliazko Petkov. Partant de la réalité bulgare, l'auteur montre la contradiction des partis anti-communistes qui tout en critiquant le totalitarisme de l'Etat marxiste léniniste, veulent reconstruire l'économie sur la base de l'Etat, en ignorant la volonté des travailleurs dans leurs entreprises. "Si nous attendons que tout vienne tout prêt, et vu que l'Etat et nous, les travailleurs, faisons semblant de travailler et d'appliquer l'auto-gestion, aucune aide d'aucune sorte et de personne ne viendra nous sauver." "Nous estimons que la nouvelle législation doit donner la possibilité de créations de toutes sortes de propriétés. C'est aux gens de choisir eux-mêmes.". Autre point sympathique, la traduction d'un article des *Izvestia* du 2 janvier 1990 sur Kropotkine (mais rien sur les anars en URSS!). La nouveauté est une présentation de la FAM (sigle de la fédération de la jeunesse anarchiste); une mention en avait été faite dans le No 2, par quelqu'un qui, visiblement, ne la connaissait pas. L'article est l'interview de six jeunes (4 gars, 3 filles) qui interviennent effectivement. Ils expliquent leurs actions de distributions de tracts et de grèves, et leur désir de se regrouper entre jeunes, après la réunion-

conférence d'avril 90 à Kazanleuk. "Après, il y eut les premières actions : manifestations à l'occasion de l'anniversaire de nos militants célèbres, des occupations comme soutien à la première grève étudiante (juin-juillet 90), des démonstrations, etc... (Lioubene)Meuri déclare qu'il n'avait même pas rêvé de pouvoir s'exprimer dans les pages d'une publication anarchiste, et il en profite pour donner l'adresse et le téléphone où on peut les joindre. Leur analyse globale de la situation est: "Beaucoup de gens se trompent sur le caractère d'une partie des changements. Prenons, par exemple, la dépolitisation de l'armée et de la milice. Jusqu'à présent, il s'agit, dans l'ensemble, d'un acte formel, qui n'a en rien changé la conscience des employés de ces instruments de l'Etat. Et l'identité de ces derniers a encore moins changé. Quelle garantie y a-t-il que, à un moment donné et dans une situation précise, ils défendront le peuple, et pas le gouvernement qui, demain, peut à nouveau, refuser de s'en aller?" (Ivo) "Notre peuple est dans une situation très difficile. Personne ne garantit jusqu'à maintenant la défense de ses intérêts vitaux. La "corne d'abondance" occidentale n'est pas encore arrivée en Bulgarie, et on peut se demander si elle arrivera comme certains se l'imaginent. La situation est complexe et révolutionnaire. Ou les dirigeants actuels, ou le peuple, tel est le problème. (Meurfi). "Paradoxalement, les gens qui avaient peur de nos conceptions sur l'action directe les appliquent maintenant, ce que nous avons fait en juin pour soutenir la grève étu-

dante." (Mariola) "... je ne crois pas que notre but soit de proposer de construire la société selon un modèle donné. Même un anarchiste ne peut dire que la structure sociale qu'il propose est la meilleure. Oui, je crois que la société anarchiste proposera aux gens beaucoup de bonnes idées, mais, en fin de compte, le choix revient aux gens eux-mêmes. Ils doivent choisir, comme on choisit qui aimer. Je ne peux dire exactement quand nous atteindrons l'étape où les gens seront tellement libres et bons. Mais pour moi, l'anarchisme consiste à avoir la possibilité de choisir comment vivre, comment aimer les gens." (Mariola). Et la même camarade termine sur un point positif et heureux : "Le premier novembre, deux de nos camarades ont eu un enfant, une belle petite fille qu'ils ont appelé Iana. Elle est née dans une famille anarchiste dont le lien déterminant est l'amour et le désir d'avoir un enfant. Nous croyons que cet enfant grandira non seulement dans l'esprit de l'amour de la liberté de ses parents, mais qu'il vivra plus libre.". On trouve aussi des renseignements dans un article de *Dialog* du 31 juin sur la FAM à propos des manifestations d'appui aux étudiants, consistant à occuper nuit et jour, dans des tentes de camping, le centre de Sofia. Une tente avec un drapeau noir et rouge et des jeunes, un bouquiniste de 27 ans, un jardinier de 22, un ouvrier imprimeur de 23, un travailleur de 21, portant le rouge et le noir et parlant de la guerre d'Espagne, de Bakounine, Kropotkine, Godwin et Proudhon, de l'histoire du mouvement anarchiste en Bulgarie.

A noter également le *Bulletin d'initia-*

*tives* No 3 du 1er décembre qui ouvre les pages de *Svobodna Misseul* à tous les membres de la FAB (Fédération Anarchiste Bulgare) et de la FAM. Ce bulletin, parallèle à *Svobodna Misseul*, semble servir à la discussion à l'intérieur du mouvement.

On peut donc espérer que le mouvement anarchiste va trouver rapidement un point de contact avec la population. Cette interview de jeunes qui ne pensent pas à émigrer ni à se lamenter sur l'incapacité congénitale du pays à sortir de la dictature (Byzance, puis la Turquie, puis la Russie et la royauté, puis le communisme marxiste-léniniste) apporte un souffle d'air frais, au milieu des racontars politicards et bleuffards qui étouffent le pays.

Martin Zemliak

#### Notes:

- 1) La Bulgarie étant très proche de l'Allemagne nazie, sans persécution forte des Juifs, ni envoi de troupes en URSS, la seconde guerre mondiale n'entraîna qu'une crise alimentaire limitée.
  - 2) J'ai reçu une lettre d'une organisation anarchiste d'exilés bulgares, précisant que le compte-rendu du premier congrès du mouvement depuis 1945 ne correspondait pas au texte officiel, que l'exil n'y avait pas de représentant et que "l'essentiel [est] d'aider les anarchistes bulgares; le reste paraît actuellement insignifiant". A mon avis, l'aide, c'est aussi refuser la démagogie, pour ne pas recommencer l'expérience de la CNT en Espagne depuis 1976.
- ) N° 1, 15-10-1990, N° 2, 15-11-1990.

## SABATE: GUERILLA URBAIN EN ESPAGNE (1945-1960)

Ce livre, annoncé en 1985 chez Champ Libre, a fini par sortir (\*) et c'est le principal. Il est assez différent de la première version en espagnol, publiée par la Hormiga en 1972 car, comme l'explique l'auteur, dans la présentation de 1990, le temps a passé: certains noms peuvent être révélés, de nouvelles informations ont été recueillies. Mais la grande différence est que Tellez a groupé autour de la figure légendaire, déjà à son époque, de Sabaté (graphie catalane ou Sabater), des

explications sur Facerias, Massana, Capdevila. Le tout est fort documenté.

Cette chronique impitoyable de la lutte antifranquiste m'angoisse, parce que la lutte se poursuit avec un mouvement libertaire en exil, divisé, peu solidaire par moments, tantôt inconscient vis-à-vis de la clandestinité des combattants clandestins, tantôt à la solde du franquisme, tantôt hostile pour des raisons de tranquillité organisationnelle par rapport aux autorités françaises. Dans la version espagnole, on avait une lutte d'un homme contre un ensemble Espagne franquiste - exil ankylosé et cet homme paraissait par moment sur le point d'ébranler les bases de cet édifice. Ici, le groupe mal coordonné des différents résistants anarchistes donne une impression de combat d'agonie, ce sen-

timent devient une certitude dans les années 50, comme le montre un rapport de Sabaté lui-même: "Par exemple, à Terrasa et Sabadell, villes confédérées à cent pour cent et qui comptaient en 1947-1948 plus de quatre cents camarades affiliés à l'Organisation, nous n'avons pu reprendre contact qu'avec une trentaine de personnes qui se sont organisées." (page 195)

Un livre à lire et à méditer qui explique bien les ressentiments qui pèsent encore dans le mouvement espagnol.

Frank MINTZ

(\*) Tellez Antonio, éditions Repères-Silena, 309 pages, 110 francs. BP 2062 31018 Toulouse cédex.

# Anti-Spécisme

Lorsque j'ai apporté à la rédaction d'IRL ma première contribution à cette rubrique antisépisme, Mimmo aurait préféré une présentation plus méthodique des arguments étayant cette cause. C'est ce que je vais tenter ; mais auparavant, je voudrais faire quelques remarques.

D'une part, la place manque ici. A ceux qui lisent l'anglais (ou l'allemand, l'espagnol, l'italien...), je recommande un livre qui fut voici seize ans la première attaque moderne d'envergure contre le spécisme : *Animal Liberation*, de Peter Singer. Je m'en inspirerai largement. C'est un exposé clair, bien qu'écrit par un prof de philo, en 300 pages, des thèses antisépistes. Traduit en sept langues (mais, bizarrement, jamais en français), ce livre a joué et joue encore un rôle considérable dans le mouvement de libération des animaux dans le monde.

D'autre part, bien que nécessaire, l'argumentation rationnelle sur ce sujet a quelque chose de frustrant. Car nos adversaires, eux, ne s'embarrassent guère de chercher des arguments qui tiennent debout ; et ils s'occupent peu d'examiner les nôtres. Pour eux, le spécisme se passe de justifications rationnelles. Il m'est arrivé récemment de presque supplier, de dire (à une anarchiste, d'ailleurs) : "Mais dis-moi, pourquoi, donne-moi un seul argument, pourquoi forcément tu considères que la souffrance des poules en batterie est un sujet secondaire..." Sa seule réponse : "Pour moi, c'est comme ça." (texto). Pourquoi ? Parce que. Le caractère évident du spécisme, le fait que l'immense majorité des humains font partie des oppresseurs, est l'obstacle principal auquel se confronte l'antisépiste.

Il s'agit encore une fois d'être du côté de ceux qui sont méprisés et opprimés – en sachant que le mépris rejaillit sur celui qui les défend. Il fut un temps où le Blanc défenseur de "nègres" pouvait être traité comme un "nègre". Il est relativement facile aujourd'hui d'être antiraciste ou antisexiste en France, au moins en opinion ; cela n'a pas toujours été le cas. Aujourd'hui, au moins dans les milieux de gauche, c'est l'antiracisme et l'antisexisme qui sont devenus des évidences, presque des lieux communs se passant d'arguments. La nouvelle droite a eu la partie belle, face à un antiracisme qui, à "Pourquoi ?", répondait "Parce que.", d'apparaître par contraste comme des gens qui pensent.

Pourtant, à un niveau mondial, et au cours de l'histoire, c'est bien le racisme, et non l'antiracisme, qui, tout comme le spécisme et le sexisme, est, et a toujours été, la pensée dominante. Les oppressions et massacres interethniques sont monnaie courante dans l'histoire passée et présente de tous les humains. Si beaucoup de peuples aujourd'hui peuvent paraître faire partie du camp antiraciste, c'est d'abord parce qu'ils s'opposent eux-mêmes au racisme dominant, celui de la culture occidentale, qui gomme leurs différences, et leur culture, pour ce qu'elle a de meilleur, et aussi de pire. Nous savons très bien que la culture kanake est, dans l'ensemble, sexiste, mais, chut !, il ne faut pas le dire. Il faut "respecter leur culture comme elle est". Est-ce respecter des gens que de ne rien leur dire ?

Nous avons, face à l'immense prévalence du racisme, du sexisme et du spécisme, non pas à nous scandaliser et de nous référer à des "évidences", mais à réfléchir et à argumenter ; sans craindre d'être du côté des "nègres", des "gonzesses", ou des chiens.

## QU'EST-CE QUE LE SPECISME ?

### X Un peu de vocabulaire

**Spécisme** : le spécisme (ou espécisme) est à l'espèce ce que le racisme est à la race, et ce que le sexisme est au sexe : une discrimination basée sur l'espèce, presque toujours en faveur des membres de l'espèce humaine (*Homo sapiens*).

**Animal** : le langage n'est pas neutre, et notre langue courante appelle "animaux" tous les animaux sauf les humains, mettant ainsi une barrière entre des êtres aussi proches qu'un humain et un gorille, et mettant dans le même sac un gorille et une huître. Conformément à l'usage scientifique, amplement justifié, j'appellerai "animaux" tous les animaux, humains ou non, et "animaux non humains" ceux qui n'ont pas l'honneur d'être "bien nés".

### X Ma position

"Ma thèse est que rien – sauf le désir égoïste de préserver les privilèges du groupe dominant – ne justifie de refuser d'étendre le principe fondamental d'égalité de considération aux membres des autres espèces."

Peter Singer, *Animal Liberation*

Faut-il être antisépiste ? Eh bien, faut-il être antiraciste ? C'est évident que oui ? Ce n'est pas évident pour tout le monde ; et il ne semble pas que tous les antiracistes soient antiracistes pour les mêmes raisons. Ma position est que l'antiracisme n'est justifié ni parce que (presque) tous que les humains sont également intelligents, ou ont un langage articulé, ou sont sociaux, etc. ; l'antiracisme et l'antisépisme sont justifiés parce qu'un être sensible opprimé souffre et que la souffrance et le bonheur de tout être sensible, c'est-à-dire susceptible de souffrir ou d'être heureux, ont la même importance et doivent par conséquent être pris en compte avec un poids identique.

Je ne suis pas plus "défenseur des animaux" que ceux qui luttent contre l'esclavage des Noirs n'étaient des "défenseurs des Nègres", comme les appelaient les racistes ; je défends des animaux opprimés, humains ou non, non par lubie, non par vocation, non parce que "j'aime les animaux" comme d'autres "aiment les fleurs" ; je défends les animaux et en particulier les animaux non humains parce que mon intention est de défendre tous les êtres sensibles, quels qu'ils soient ; parce que le seul critère qui justifie de prendre en compte les intérêts d'un être est qu'il ait des intérêts, et parce que, comme je l'expliquerai dans le prochain IRL, le phénomène de la sensibilité se limite vraisemblablement aux animaux, les plantes n'ayant ni sensations ni intérêts. Mon opposition au spécisme est une opposition à une idéologie qui sert à justifier la souffrance ignoble et la mort que la quasi-totalité des humains infligent sciemment, délibérément, quotidiennement, à des milliards d'êtres aussi sensibles qu'eux.

### X Racisme et spécisme

Les arguments racistes ne sont souvent que de mauvais prétextes ; mais cela ne dispense pas de les examiner. Il ne suffit pas de dénoncer les méchants racistes, qu'à moins de supprimer il faut pouvoir convaincre. Et aussi, dans le cas du spécisme, le rôle de méchants est tenu par presque tous les humains, qui usent des mêmes arguments que les racistes pour justifier la suprématie qu'ils s'octroient à eux-mêmes.

Le racisme et le spécisme sont des idéologies étroitement imbriquées, et leur ressemblance serait évidente à tous si n'était que, justement, les antiracistes sont pour la plupart spécistes et ont donc fortement in-

térêt à ne pas la percevoir. La volonté qu'ils ont de combattre le racisme sans mettre en danger le spécisme les amène à vouloir à tout prix défendre des positions indéfendables, qu'ils présentent pourtant comme essentielles à l'antiracisme. L'idée d'égalité animale étant pour eux impensable, c'est contre les autres animaux qu'ils veulent fonder l'égalité humaine.

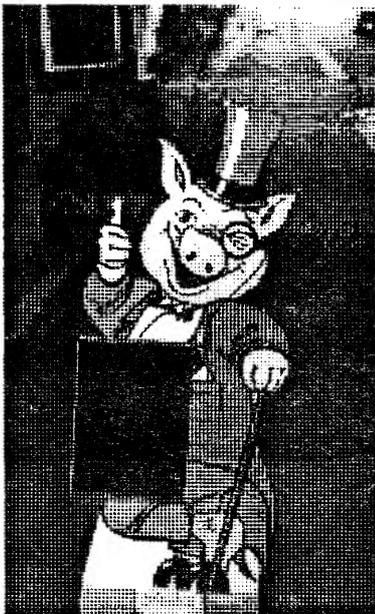
### X Qu'est-ce que le racisme ?

Quand l'antiraciste parle de cette égalité humaine, que veut-il dire ? En mathématiques, on dit "Paul = Jean" si ce sont deux noms pour la même personne. Il ne s'agit pas de cela. Les Noirs et les Blancs ne sont en général pas égaux par la couleur de leur peau, puisque justement elle est différente. L'égalité dont parle l'antiraciste s'oppose à l'inégalité de traitement dont sont victimes certains en raison de la couleur de leur peau.

Mais l'expression "inégalité de traitement" est elle-même insuffisamment claire. Si j'étais médecin, je traiterais parfois Noirs et Blancs différemment : comme la peau noire absorbe moins le soleil, les Noirs dans un pays donné risquent moins le cancer de la peau. Constaté cela n'est pas raciste, pas plus que ne serait constater, si tel était le cas, qu'une certaine couleur de peau n'a que des avantages sur une autre. L'antiracisme ne peut être fondé sur l'hypothèse hasardeuse d'une distribution équitable des faveurs de "Mère Nature" entre ses "enfants" ; car ce genre d'hypothèse, on va le voir, n'a aucune raison d'être vraie, et, de fait, le plus souvent, est fautive.

Ce serait certainement raciste, par contre, d'accorder plus ou moins d'importance aux intérêts – à la santé par exemple – des Noirs qu'à ceux des Blancs. Ce serait raciste de dire : la couleur de la peau d'un être justifie de le défavoriser, c'est-à-dire d'accorder moins d'importance à ses intérêts.

Les cochons sourient devant les vitrines des charcuteries, montrant bien ainsi que leur rôle, leur vocation intime, leur nature, est de devenir du jambon.



Si telle était la position des racistes, si elle ne se basait que sur la couleur de la peau, elle serait facile à contredire ; mais ce n'est pas le cas. J'ai lu une histoire il y a quelques années sur une Blanche noire sud-africaine. Une maladie avait rendu la peau de cette dame blanche toute noire. La honte face aux voisins ! Il a fallu, pour qu'elle puisse accéder aux bus pour Blancs, etc., que les autorités lui délivrent une carte spéciale certifiant que bien qu'elle était noire, elle était blanche.

Ce n'est donc pas, pour les racistes, la couleur de la peau qui justifie la discrimination. Qu'est-ce qui justifie la discrimination, dans ce cas ? Que dit donc le racisme ? Pour contredire une idéologie il faut déjà qu'elle soit dite ; et la puissance de l'idéologie raciste doit sans doute beaucoup au fait qu'elle n'est jamais vraiment dite, donc jamais vraiment contredite.

### X Qu'est-ce qu'un Noir ?

Il importe beaucoup au raciste que la frontière qu'il trace le mette du bon côté, définitivement. La race est un bon critère pour cela, car né blanc, on reste blanc, sauf exception. Mais avoir une frontière ne suffit pas, il faut encore que la définition de cette frontière paraisse justifier la discrimination. La couleur de peau est un critère bien trop mince, il faut donner une substance, une épaisseur à l'idée de race elle-même. Un Noir doit être noir jusqu'à l'os. La race d'un individu doit être perçue comme sa vérité profonde, comme sa nature. Noir ou blanc, un Noir né de Noirs doit être un Noir. De sang noir. Le raciste ne justifie pas la discrimination par la couleur de la peau. Il parle de la couleur, mais en fait pour lui importe la nature, dont la couleur n'est qu'un signe.

Si le racisme se basait sur des différences réelles, son intensité serait proportionnée à leur intensité ; mais la violence de l'antisémitisme nazi montre le contraire. La quasi-inexistence de différences repérables entre Juifs et "Aryens" était simplement un signe de plus, le signe de la duplicité des

Juifs. Les nazis, en parlant du "nez juif", ne parlaient pas de "la forme de nez que les Juifs possèdent plus souvent que les autres" ; le "nez juif" n'était pas simplement le nez des Juifs, c'était le nez signe de l'essence juive, et c'est cette essence, cette nature, qui, aux yeux des nazis, justifiait le meurtre.

On dit aussi que le roi est roi parce qu'il a une couronne sur la tête, tout en sachant qu'il arrive qu'il ne la porte pas, et que ce n'est pas à cause d'elle qu'il est roi ; pour le royaliste, le roi est roi parce qu'il est de sang royal, de nature royale ; la couronne n'en est que le signe.

N'importe quoi peut être signe d'une nature, peut être interprété comme tel. C'est pourquoi les discussions avec les racistes sont si frustrantes. Le raciste s'occupe peu d'examiner et de

produire des arguments qui tiennent debout ; tout argument est pour lui superficiel, ne concerne que les signes, ne peut atteindre la nature, car la nature se passe d'arguments. De la couleur, de la taille (les Noirs sont trop petits, ou alors trop grands, ça dépend des régions), de l'accent, de la forme du nez, de tout cela le raciste veut bien discuter, il se fiche d'en discuter : de toute façon, pour lui, la nature demeure.

Pour le raciste, c'est la nature des êtres qui justifie la discrimination : littéralement, l'affirmation de leur différence. Il n'a pas besoin de postuler l'infériorité ; entre êtres de nature différente toute comparaison est impossible. L'apartheid, c'est le développement séparé : chacun à sa place. Le raciste sud-africain niera que les Noirs soient défavorisés : comme ils sont de nature différente, cela n'a pas de sens. Les bidonvilles sont aux Noirs ce que les logements confortables sont aux Blancs. Aussi étonnant que cela paraisse, je parierais fort que les marchands d'esclaves du 18<sup>ème</sup> siècle niaient que pour eux, les Noirs fussent inférieurs ; car, aussi étonnant que cela paraisse, j'ai trop entendu de mangeurs de viande (anarchistes bien sûr) nier que pour eux, les "animaux" soient inférieurs – "pas inférieurs, non, différents".

Le discours sexiste se fonde lui aussi explicitement sur l'affirmation de l'existence de deux natures différentes, féminine et masculine, et sur l'éloge de la Femme, de la Mère, de l'Épouse, de celle dont le bonheur et l'honneur est de fonder les nations en lavant les casseroles. "Moi j'aime les femmes !", dit le sexiste (ou "les dindes"

ou "les poules").

Depuis le "je ne suis pas raciste" populaire jusqu'à l'"éloge de la différence" nouvelle droite, c'est toujours l'idée de différences de nature qui fonde racisme et sexisme. Et ces idéologies sont fausses, non parce que la peau blanche "égale" la peau noire, mais parce cette nature n'existe tout simplement pas. Mais elles sont d'autant plus crédibles que presque tous, en cachette, en acceptent le principe, et, je le pense, ils l'acceptent parce que la survie du spécisme est à ce prix. Pour maintenir le spécisme, tous acceptent l'idée d'une nature animale, et tous, malgré eux, acceptent donc l'idée d'une nature humaine. Et c'est là que commence la gymnastique intellectuelle des antiracistes spécistes.

Même principe, même discours : "Je ne suis pas spéciste" et "les animaux ne sont pas inférieurs, ils sont différents". "Être mangés, c'est leur rôle naturel". Le signe de cette nature, c'est qu'ils se mangent entre eux. Ils en sont heureux : les cochons sourient sur les vitrines des charcuteries.

On peut être antiraciste tout en étant sexiste, on peut être antiraciste et antisexiste en étant spéciste. Vous pouvez très bien me dire : "tout ça est vrai, mais pour les animaux, ce n'est pas comparable : car les humains sont égaux, mais les animaux, eux, sont différents".

Et il y en a un paquet, de différences entre l'homme et l'"animal" ! C'est qu'on n'a pas lésiné sur les moyens pour les répertorier, comme en témoigne cet aveu tranquille :

"Longtemps les moralistes, les philosophes et, plus tard, les chercheurs en sciences humaines ont eu pour souci principal de rejeter toute appartenance de l'Homme au monde des bêtes, ou, pour le moins, de lui trouver une dimension spécifique qui le sorte d'une famille honteuse, d'une promiscuité gênante."

J.-M. Bourre, *Diététique du cerveau*

Mais les humains aussi sont différents les uns des autres, chacun le sait bien. En disant qu'ils sont égaux, on ne dit qu'une chose : qu'ils sont égaux en nature. Et que les "animaux" en diffèrent, non par le nombre de pattes, mais par leur nature.

"La raison est le propre de l'homme". La "raison" est le signe dominant pour le spéciste, et c'est pour cela – et uniquement pour cela – que je mattarderai ici sur la question de l'égalité d'intelligence – question qui en fait, avouons-le, me préoccupe fort peu. C'est par contre une question qui a beaucoup agité les spécistes racistes et antiracistes.

Pour certains, l'intelligence est signe de l'âme, et l'âme est la nature des humains. Mais pour les autres, qu'est-ce que la nature des humains ?

*Les Français d'abord. – Les humains d'abord.*

- Dieu a donné la supériorité aux Blancs. – Dieu a donné la supériorité aux humains.*  
*Nous nourrissons et protégeons les nègres. – Nous nourrissons et protégeons les bêtes.*  
*Les nègres sont moins sensibles que nous. – Les animaux ne savent pas qu'ils souffrent.*  
*Les nègres accordent peu de valeur à la vie. – Les animaux ne savent pas qu'on va les tuer.*  
*Les nègres sont de grands enfants. – Les animaux n'agissent que par instinct.*  
*Les indigènes se font la guerre entre eux. – Les animaux se mangent entre eux.*  
*Les nègres se ressemblent tous. – Les animaux n'ont pas de personnalité.*  
*Raciste, moi ? J'ai un ami arabe. – J'aime les bêtes, je ne mange pas de cheval.*  
*Battre sa femme est un choix personnel. – Manger de la viande est un choix personnel.*

## X Qu'est-ce qu'un humain ?

La nature des êtres a beaucoup servi à justifier beaucoup de choses : le racisme, la guerre, l'ordre social établi. "Être de droite, c'est penser que l'Homme a une nature immuable" (Le Pen, cité de mémoire). Pour les chrétiens, l'âme vient de Dieu ; pour les autres, la nature des êtres vient de Nature, du Dieu Nature que tous adorent et dont les écologistes sont les prêtres. La nature d'un être, ce serait l'"inné", ce qu'avant la naissance Nature a donné.

Les gens de gauche, eux, ne peuvent pas accepter tel quel ce discours sur la nature humaine ; ils disent : "l'humain est issu de la nature, mais celle-ci s'est effacée, laissant un champ libre au proprement humain, à l'Histoire, au Culturel, au Social ; l'Homme est un animal, dans ses fonctions animales ; dans ses fonctions hautes, telles l'intelligence, il est radicalement autre."

Ainsi, pour eux, la nature de l'Homme se trouve définie par l'absence de nature ; les "animaux", eux, en auraient une - chaque "animal" selon son espèce, donc, avant tout, tous auraient la "nature animale" = la nature d'avoir une nature. Et si cela revient à fonder l'égalité humaine sur l'écrasement des autres animaux, ce n'est pas un hasard ; c'est qu'à gauche on est antiraciste, mais surtout pas antiséciste. Une critique réelle de la notion de nature d'un être, vérité profonde et rôle assigné par Nature, cette critique qu'ils se gardent bien de faire minerait le racisme - mais aussi le spécisme.

L'antiraciste spéciste a ce problème : justifier le spécisme, sans justifier le racisme ; maintenir l'idée de nature, fondée sur la naissance ; l'idée que Nature a donné à l'Homme la plus haute des naissances, la nature d'être libre (rien d'"inné" au-dessus de la ceinture). Aux "animaux" par contre, la nature d'esclaves soumis à l'instinct. Le raciste n'a pas ce problème ; le Blanc et le Noir, le chat et la souris, chacun a sa nature, sa place et son rôle dans l'harmonie naturelle et sociale. Le raciste peut, bien plus facilement que l'anti-, faire le paternaliste et militer à la "défense animale", pour un bon traitement des animaux de boucherie.

Au cri de "Nature avec nous", spécistes racistes et anti- débattent sur l'"inné" et l'"acquis", se disputant sur les signes : les humains ont-ils tous la même intelligence ? Et surtout : les différences d'intelligence sont-elles innées ? La hiérarchie entre humains est-elle voulue par Nature ? A la recherche des signes les anciens interprétaient le foie des génisses, les modernes interprètent notre cerveau.

La croyance rend aveugle et ce débat peut durer. Mais pour le non aveugle la réponse est vite vue : 1. les humains ne sont pas plus égaux en intelligence qu'en autre chose ; 2. l'intelligence résulte, comme toute caractéristique d'un être vivant, d'une conjonction de causes génétiques et environnementales, et donc les gènes peuvent causer des différences d'intelligence. Les faits sont connus de tous. Et s'ils justifient le racisme, alors le racisme est juste et le spécisme l'est aussi. S'ils ne justifient pas le racisme, alors rien ne justifie ni le racisme, ni le spécisme.

## X Les humains ne sont pas égaux en intelligence

Ce n'est pas que je tiennne particulièrement à définir l'intelligence. Si on préfère ne pas en parler en considérant qu'elle ne peut pas se définir, qu'on n'en parle pas, ni pour comparer les humains entre eux, ni pour comparer les humains et les autres animaux. D'un autre côté, on peut bien aussi en parler, sans avoir besoin d'une définition en béton. Je n'ai pas besoin de définition précise de la longueur du cou pour comparer celle des girafes à la mienne. Et pour peu que l'on veuille donner le moindre sens à ce mot, il est clair que certains humains sont plus intelligents que d'autres.

Il existe de nombreux humains handicapés mentaux profonds. On me dira peut-être, pensant les sauver du mépris, qu'ils sont intelligents à leur manière. Mais si on veut dire cela, ce ne peut être avec le sens où le mot "intelligence" est employé dans les débats sur son égalité entre Noirs et Blancs.

Il est difficile de comparer l'intelligence d'un chat et d'un chien, et de même d'un humain handicapé mental et d'un chien ; mais il est clair que, quel que soit le critère qu'on voudra prendre, il existe des humains moins intelligents que la plupart des chiens.

Si l'intelligence des humains justifie qu'on ne les traite pas comme des chiens, comment traite-t-on les humains qui sont moins intelligents que les chiens ? Mal, assurément, mais moins mal qu'on ne traite les animaux non humains. Les handicapés

font un peu trop penser aux "animaux", tout comme cette Blanche avait honte de ressembler à une Noire ; mais pour les spécistes, racistes ou anti-, l'intelligence n'est qu'un signe, ce qui importe est la nature : les handicapés, "ce sont quand même des humains". On tiendra pour scandaleux l'idée même de les découper pour la recherche ou de les abattre pour la bouffe - ce que subissent tous les jours des millions d'autres animaux.

L'existence des humains handicapés mentaux suffit en elle-même à justifier mon intertite. On me dira que le débat porte sur l'intelligence des Noirs et des Blancs. On oublie facilement les handicapés, "cas marginaux", un peu comme on oublie les non humains : ils ne manifestent pas dans la rue. Mais leur cas est pertinent : si les spécistes racistes et anti- débattent sur l'intelligence des Blancs et des Noirs, c'est que pour eux l'intelligence a un rapport avec le droit au respect ; il s'ensuit que pour eux les handicapés n'ont droit qu'au mépris.

Pour les Noirs et les Blancs (ou les Français et les Belges), les choses sont moins claires. On ne peut parler que de moyennes : pour les individus, la question est réglée, puisque dans chaque groupe il y a des handicapés mentaux et d'autres qui ne le sont pas. Mais des moyennes de quoi ? Il existe des tests de QI ; on peut les contester, construire d'autres critères, mais, sauf hasard improbable, aucun ne donnera la même moyenne chez deux groupes donnés. On pourra peut-être trouver des critères qui donnent aux Noirs une moyenne supérieure

### 66 PREMIÈRES NOTIONS D'INSTRUCTION RELIGIEUSE

Comment on sait que l'âme existe. — On ne la voit ni ne la touche. Mais elle existe certainement. Voici pourquoi :

Comparons un homme et un singe. Nous trouverons entre eux trois grandes différences :

89. 1° L'homme est intelligent, le singe ne l'est pas. — Ainsi, un homme apprend à parler, à écrire, à compter ; quand il le sait, il invente de belles choses : la construction des maisons, les chemins de fer, le tissage, le télégraphe... Il est artiste : peintre, musicien, poète... Surtout il connaît Dieu et il a une Religion. — Le singe ne fait rien de tout cela. Il n'y a pas d'écoles de singes ; les singes n'ont jamais rien inventé : ils font tous la même chose depuis qu'ils existent. Ils ne chantent ni ne dessinent. Ils n'ont pas de religion. En un mot, ils ne font rien d'intelligent ; ils n'ont pas d'intelligence ;

2° L'homme est libre ; le singe ne l'est pas. — Par sa volonté, l'homme peut choisir librement ce qu'il veut : il peut se priver de tous les plaisirs pour être un saint et plaire à Dieu. — Un singe n'a pas de volonté libre. Si quelque chose lui plaît, il saute dessus ; si quelque chose lui déplaît, il fuit. Pour l'empêcher de faire ce qu'il désire, n'y a qu'un moyen : c'est de lui donner des coups. Ainsi, le singe ne fait rien de libre : il n'a pas de liberté. — En passant, remarquez combien il y a d'enfants qui se conduisent comme de petits singes : pour les empêcher de faire le mal, il faut les punir ou les menacer de les punir ! Un enfant chrétien doit se dire : c'est mal, donc je ne le ferai pas, même si je ne dois pas être puni !

3° L'homme est capable d'aimer ; le singe ne l'est pas. — Quand un homme en aime un autre, il est content de souffrir pour lui et même de mourir à sa place. Il ne pense plus du tout à lui-même ; il ne pense qu'à son ami. — Un singe, au contraire, ne cherche qu'à s'amuser avec les autres singes ; il ne voudrait pas être battu à leur place. Il a des camarades, mais pas d'amis.

Eh bien, ces trois grandes choses : l'intelligence, la liberté, l'amour montrent que l'homme a en lui quelque chose que les animaux n'ont pas. C'est l'âme raisonnable.

90. Par ces trois grandes choses, l'homme ressemble à Dieu qui est parfaitement intelligent, libre et aimant. C'est donc en pensant à l'âme et non au corps de l'homme que Dieu a dit en le créant : « Faisons l'homme à notre image et à notre ressemblance. »

91. Quel est donc l'homme le plus parfait ? Ce n'est ni le plus fort,

Les signes qui montrent la présence de l'âme, d'après l'Abbé Bouvet, dans Premières notions d'instruction religieuse et leçons de choses religieuses, 1938

## Le judaïsme autorise la consommation de viande.

Le signe qui montre qu'on a le droit de les bouffer, d'après Ch. Szlakmann, dans *Le judaïsme pour débutants*, éd. la Découverte, 1985



aux Blancs, et d'autres l'inverse ; mais à moins de décider que le critère précis construit pour donner les mêmes moyennes est par définition "le bon test", on aura toujours ceci : quel que soit le sens du mot, l'intelligence des deux groupes n'est pas égale.

### X Les gènes provoquent des différences d'intelligence entre humains

Personne ne contestera que la différence d'intelligence entre un chien et un humain n'ait des causes génétiques, et donc qu'il y ait un rapport entre l'intelligence et les gènes ; mais c'est *entre humains* qu'on voudrait que les gènes s'effacent. Pourtant, là encore, on sait le contraire : il y a les "cas marginaux".

De nombreux handicaps mentaux ont une cause génétique. Par exemple, un certain gène fait naître certains humains phénylcétonuriques. Ils deviennent alors handicapés mentaux profonds et meurent jeunes – sauf qu'aujourd'hui on connaît un régime alimentaire faisant qu'ils se développent comme tout le monde. D'où mon affirmation : l'intelligence résulte, comme tout caractère, d'une conjonction de causes, qu'on peut classer, si on veut, en gènes et environnement. Pour les phénylcétonuriques, on connaît un environnement (régime alimentaire) faisant se développer leur intelligence ; pour d'autres humains, comme pour les chiens, on n'en connaît pas. Mais en quoi cela change-t-il leur *nature* ? Un ph.urique est-il par nature plus proche d'un humain normal ou d'un chien ? Sa nature dépend-elle de ses gènes ou de son régime alimentaire ? Ou la nature des êtres n'est-elle pas une chimère ?

Et les Blancs et les Noirs ? Le génome *influe – nul ne le conteste – sur la pigmentation des Noirs*. Un grand nombre de Noirs vivent dans des régions peu ensoleillées, où cette pigmentation peut entraîner une production insuffisante de vitamine D, donc un risque de rachitisme. Il est possible que le rachitisme perturbe le développement de l'intelligence. Auquel cas, certains Noirs sont moins intelligents pour des causes génétiques, et la moyenne d'intelligence des Noirs est abaissée par des causes génétiques.

Il s'agit là d'une hypothèse, et si elle existe, l'influence en question est probablement faible. Un supplément alimentaire de

vitamine D la supprimerait. Mais cet exemple encore est pertinent : si on veut démontrer que la différence génétique entre Blancs et Noirs n'a aucune incidence sur leurs moyennes d'intelligence, il faut pouvoir éliminer *tout chemin causal menant de leurs différences génétiques à l'intelligence* – et c'est cela qui est totalement invraisemblable. En dix minutes je peux en imaginer dix, pour les Blancs et les Noirs ou pour les Français et les Belges. Il faudrait avoir beaucoup confiance en la bonté, en la volonté antiraciste farouche de Mère Nature pour croire qu'aucune de ces raisons ne se vérifie effectivement, ou que, par enchantement, elles se compensent toutes.

L'idée de l'"égalité génétique" des groupes humains est fautive. Et quel intérêt y a-t-il à la défendre ? Quel rapport avec le racisme ? Le racisme serait-il justifié si d'aventure gènes entraînent pigmentation entraîne manque de vitamine D entraîne rachitisme entraîne moindre intelligence ? Le niveau d'intelligence devient-il une *nature* dès lors qu'il est causée par les gènes ?

On me dira que ce n'est pas de cela qu'on parle quand on débat sur l'égalité génétique de l'intelligence. Effectivement ; justement ! La génétique *réelle*, celle dont je parle, c'est une cause et une suite de conséquences ; celle dont on parle habituellement, c'est la génétique *mythique*, celle où le gène est notre *nature*, est notre être, notre vérité, notre essence ; notre destin, l'inaltérable, l'irréversible, le voulu par Nature. On voit en la génétique la concrétisation "scientifique" de la mystique ancestrale du *sang*, de la *naissance*. Cette génétique-là n'existe pas, n'existe que dans l'esprit des racistes, des sexistes, des spéicistes, qui tous veulent débattre de savoir si la nature des Noirs est ou non plus animale que celle des Blancs. Ils peuvent bien continuer à débattre là-dessus entre eux pendant des siècles. Les Noirs sont des animaux comme les Blancs. L'intelligence innée n'existe pas. Il n'y a qu'une intelligence *réelle*, les gènes eux-mêmes ne sont pas intelligents, ils n'ont ni volonté ni intention, malgré les tentatives à peine voilées – spécialité des sociobiologistes – pour leur accorder une âme.

### X Et alors ?

"Ils parlent de cette chose dans la tête (...). Quel rapport avec les droits des femmes ou les droits des Noirs ? Si ma tasse ne tient qu'une pinte et la vôtre un litre, ne serait-ce

pas méchant de votre part de ne pas me permettre de remplir ma petite demi-mesure ?"

Sojourner Truth, féministe noire, devant une convention féministe aux Etats-Unis en 1850  
Citée dans *Animal Liberation*, P. Singer

Pourquoi donc accorde-t-on tant d'importance à l'intelligence ?

Pour son importance *réelle, pratique* ? On justifie l'accent mis sur elle en disant que la force physique, aujourd'hui, n'a plus grande utilité. L'intelligence est censée rendre un individu utile à la communauté, on la récompenserait par la considération sociale.

Ceux qui sont en haut de l'échelle sociale sont-ils les plus utiles à la communauté ? Je préfère retourner l'explication : dans une société conflictuelle, l'intelligence est une *arme*. On a dit que "la libération des opprimés sera l'œuvre des opprimés eux-mêmes", et malheureusement il y a là du vrai. La libération des Noirs américains doit beaucoup à leur propre action, qui n'aurait pas été s'ils n'avaient que l'intelligence des poules. De même, l'idée que les Noirs sont moins intelligents que les Blancs sert à les démoraliser dans leur lutte pour l'égalité sociale.

Une telle inégalité d'intelligence, qu'elle soit "innée" ou "acquise", serait une mauvaise nouvelle – elle rendrait plus difficile la lutte antiraciste. Mais elle ne la rendrait pas *injuste*. Notre culture mêle un peu trop force et droit au respect. Les Noirs américains ne sont plus esclaves, les poules le sont encore ; l'intelligence des Noirs *explique* en partie leur libération, ce n'est pas elle qui la *justifie*.

L'intelligence permet de "se faire respecter" ; mais surtout, elle a un rôle magique : comme principal *signe d'humanité*. Les Noirs sont noirs, les bêtes sont bêtes. Et l'humain tient par dessus tout à son rang d'humain. L'énormité de la souffrance et de la misère que les humains infligent aujourd'hui aux autres animaux est connue de tous. Ce n'est que grâce au spéicisme que les humains parviennent à la *ténir* pour sans importance. Il faut que les bêtes soient totalement autres ; que nous soyons intelligents. Et le fait même que l'intelligence soit une arme de promotion sociale la désigne comme signe : la société elle-même se définit contre les animaux non humains, et la promotion sociale comme une preuve d'humanité.

### X Signes à la pelle

On évoque beaucoup de raisons pour justifier ce que les humains font aux autres animaux ; beaucoup trop. Pour leurs inventeurs, la vérité à démontrer est donnée d'avance. Le spéiciste les évoque l'une après l'autre ; aucune ne tient debout. N'importe ; dans notre culture profondément spéiciste chacune appelle les autres et y puise son soutien, sans que personne ne soupçonne que l'ensemble tient dans le vide.

Ces raisons ne sont pas des raisons, ce ne sont que des signes. Bien sûr personne ne se fatigue trop à montrer en quoi ils justifient la domination des humains sur les autres. Et peu importe que tous aient le même défaut, celui de ne pas inclure tous les

humains, sous peine d'inclure aussi des non humains.

Innombrables sont les signes. Tout caractère peut servir, pourvu qu'il semble "noble" et propre aux humains. L'outil était "le propre de l'Homme", jusqu'à la découverte d'un oiseau qui en utilise aussi. Comme il possédait le propre de l'Homme, on a déclaré que la vie de cet oiseau était sacrée comme celle d'un humain. Non, bien sûr, je plaisante ! On aura compris. En mangeant l'oiseau, on a dit : seuls les humains fabriquent des outils. Mais certains chimpanzés en fabriquent aussi, et ce filon tombe à l'eau.

Autre filon : le langage. On a dit que les animaux n'avaient pas de langage, mais, comme les chiens savent hurler, on a précisé : langage articulé. Depuis, on a appris à certains singes le langage gestuel des sourd-muets humains, avec syntaxe et tout ça (ils sont moins doués que nous, mais le principe y est), et on a abandonné aussi ce filon-là (on a évité de préciser langage sonore, car les sourds-muets, contrairement aux artistes, savent se défendre eux-mêmes).

Et comment l'absence de langage justifie-t-elle le massacre ? On m'a expliqué que si un être ne peut pas dire qu'il souffre, on ne peut pas le savoir. Pourtant tous les mammifères montrent les mêmes signes de souffrance que les humains ; ce serait étonnant que des phénomènes aussi semblables n'aient pas la même cause. Peu de sciences seraient possibles si l'on exigeait que leur objet soit doué de parole. Aussi : "si un être ne peut conceptualiser sa souffrance, celle-ci n'existe pas, elle est purement physique". Les féministes ont bien montré que pendant des siècles, les femmes ont souffert en silence, parce que les concepts pour exprimer ce qu'elles ressentaient manquaient. Un pas décisif dans leur libération a été de réussir à forger ces concepts pour dire et penser ce qu'elles vivaient. Avant cela, leur souffrance était-elle "purement physique" ?

Critères suivants : "l'animal sait, l'homme sait qu'il sait" (Teilhard de Chardin) ; "l'animal n'a pas la conscience de soi" ; "les humains seuls ont une personnalité unique". Faux, flou, ou les deux, rien de ça ne résiste à l'examen scientifique le plus simple. Et de toutes façons, ça changerait quoi ? Est-ce savoir qu'on sait ou la "conscience de soi" ou la "personnalité" qui donne sa valeur à la vie ? Ce sont ces "je ne sais quoi" – ces *natures* – qui justifient les massacres, des poules comme des Juifs.

Il y a aussi "l'instinct animal" opposé à "la raison humaine". Cette façon de poser le problème témoigne surtout de l'ignorance crasse que les humains ont des autres animaux, de leur connaissance faite de stéréotypes remâchés. Les racistes aussi en général ne savent rien de ceux qu'ils méprisent ; mais les fables racistes et spécistes ne sont que cela : des fables, des façons de dire l'indicible, la *nature*.

## X Une idée comme une autre

Il serait très possible d'élever des enfants humains dès la naissance dans un isolement relationnel et sensoriel tel qu'ils ne déve-

loperaient aucune des si nobles qualités "proprement humaines". Elevés dans ces conditions, équivalentes à celles que souffrent les veaux, ils pourraient alors subir le même sort, "parce qu'ils ont été faits pour ça" ("n'ont jamais connu autre chose"). En quoi devrait-on se soucier du sort de tels êtres sociaux incapables de parler, d'utiliser des outils, sans liens affectifs et qui ne savent même pas qu'ils savent ? Si vous trouvez cela scandaleux, je suis d'accord avec vous ; mais si vous ne trouvez pas tout aussi scandaleux ce qu'on fait aux veaux, alors vous êtes spéciste. Vous ne voulez pas que l'on fasse cela aux humains, parce qu'ils sont de votre espèce. Quels arguments pourrez vous alors tenir sérieusement contre un raciste, qui, lui, refuserait que l'on fasse ça à ceux de sa race ?

## X Les natures cachent le réel

En quoi devrait-on se soucier du sort d'un être quelconque ? Qu'est-ce qui importe pour dire si on doit s'abstenir de lui faire du mal ?

Rien, si on veut. On peut, si on veut, tuer et torturer qui on veut. On peut décider de ne torturer que les Noirs ou les droitiers, si on veut. On peut décider de se torturer soi-même ; mais cela, on le fait rarement. Pourquoi ? parce que ça fait souffrir, ça va à l'encontre de ses propres intérêts.

Eviter de faire mal à autrui, c'est décider d'étendre la considération que l'on a pour ses propres intérêts à ceux d'autrui. L'éthique, ce n'est pas autre chose. Et qu'est-ce qui doit déterminer de qui on prendra en compte les intérêts ? Des Blancs seulement ? Pourquoi des Blancs ? Des êtres intelligents seulement ? Ou sociaux ? Quand on prend en compte ses propres intérêts, on ne se demande pas si on est intelligent ou social. Cela n'a rien à voir avec le problème. Avoir mal ça fait mal, qu'on soit social ou non.

A chaque chose réelle ses conséquences réelles. L'intelligence d'un être importe pour bien des choses, mais n'a aucun rapport avec le fait que c'est grave ou non de lui faire mal. Alors, qu'est-ce qui importe pour cela ?

A chaque chose réelle ses conséquences

réelles. Au fait qu'un être puisse avoir mal sa conséquence : éviter de lui faire mal. Ceci indépendamment de toute autre caractéristique de cet être. L'éthique non raciste, non sexiste, non spéciste, c'est celle-là.

Si un être est sensible, peut souffrir ou jouir, sa souffrance et sa jouissance ont la même importance que celle de tout autre. Toute différence d'importance attribuée aux intérêts de deux êtres est nécessairement arbitraire puisque fondée sur quelque chose sans rapport avec la raison pour laquelle on prend en compte ces intérêts, car cette raison est tout simplement leur existence.

La souffrance, c'est la souffrance, le plaisir, c'est le plaisir : c'est là la seule égalité qui m'importe. Si les pierres peuvent souffrir ou jouir, nous devons prendre en compte leur intérêt à ne pas souffrir et à éprouver le bonheur – que chaque pierre ait ou non une "personnalité unique". Si les pierres ne peuvent souffrir et jouir, comme c'est très probablement le cas, il n'y a rien à prendre en compte.

En pratique, que faire ? A nous qui ne mangeons pas de viande, on reproche souvent avec un sourire narquois de mépriser les plantes ; mais ceux qui si brusquement exhibent leur sympathie pour les plantes en mangent dix fois plus que nous, à travers les animaux qu'ils font élever dans une vie de misère et tuer. N'importe ; nous ne méprisons ni les plantes ni les pierres. Le mépris est une attitude raciste en elle-même. Le mépris juge inférieure la nature d'un être ; moi, m'importe le réel. Le caractère sensible ou non d'un être est un caractère réel. Il m'importe donc de savoir : qui le possède, qui peut souffrir ?

Comment savoir si les plantes ou les pierres peuvent souffrir ? C'est une question difficile à résoudre dans l'absolu, mais dans la pratique il est facile d'aboutir à des conclusions simples. J'y viendrai dans le prochain IRL, mais tout esprit non spéciste sera déjà d'accord avec moi sur ceci : la capacité à souffrir des oiseaux, poissons et mammifères non humains est aussi vraisemblable et assurée que celle des humains. Ceci détermine la première et la plus simple conséquence : cesser de les manger.

David

### Petite bibliographie

#### Livres :

*Animal Liberation: Second Edition*, Peter Singer, Jonathan Cape, Londres, 1990 (aussi en italien, allemand, espagnol, finnois, japonais, hollandais, suédois) ; un des deux livres fondamentaux, avec le suivant :

*The Case for Animal Rights*, Tom Regan, Univ. of California Pr., Berkeley, 1983 (aussi en italien)

*Nous ne mangeons pas de viande pour ne pas tuer d'animaux*, brochure collective, 20 F par correspondance chez Y. Bonnardel, 20 r Cavenne, 69007 Lyon. Le seul ouvrage en Français à ma connaissance qui se place dans cette perspective, avec la brochure plus spécialisée :

*Les chats et les chiens eux aussi peuvent vivre sans viande*, 13 F par correspondance à la même adresse. Comporte entre autre un texte (de moi) sur la question du caractère "anti-naturel" du végétarisme pour chats et chiens

*Practical Ethics*, Peter Singer, Cambridge University Press, Cambridge, 1979 (aussi en allemand, italien, suédois, japonais)

*The Dreaded Comparison: Human and Animal Slavery*, M. Spiegel, Heretic Books, Londres, 1988

#### Revues :

*Arkangel*, BCM 9240, London WC1N 3XX, G. B. ; ab. 10 £/an ; revue d'information et de débats sur toutes les actions et campagnes antisécistes en Grande-Bretagne et ailleurs  
*Etica & Animali* (italien), via Marradi, 2, 20123 Milano ; 10000 lire/numéro ; textes de fond sur le spécisme

LES ETATS UNIS  
• AU GOLFE  
LES PAUVRES RAMASSEURS

